

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 15 DÉCEMBRE  
N° 327 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942

PARIS - QUARTIER  
DE LA GOUTTE D'OR

**CRIME  
RACISTE ?**

UN CAMION FONCE  
SUR LA FOULE ET  
ECRASE  
UN TRAVAILLEUR  
IMMIGRÉ

Voir p. 6

## PÉTROLE

Hausse discutée par l'OPEP

## LE TIERS MONDE A RAISON

Nous en aura-t-on assez dit, sur cette augmentation des prix du pétrole dont les pays producteurs discutaient hier ! L'inflation ? C'est le pétrole. La récession économique ? C'est encore le pétrole. Et c'est lui enfin qui va être responsable du déficit du commerce extérieur. Inflation contre laquelle le gouvernement Barre nous dit pourtant qu'il est urgent de lutter, depuis le mois d'octobre, bien avant l'augmentation du prix du pétrole. Récession qui s'est produite en 1975, deux ans après l'augmentation du prix du pétrole, et dont les chiffres de la production industrielle d'octobre donnent de nouveaux signes, alors que le pétrole n'a pas encore augmenté. Commerce extérieur qui se trouve en déficit, toujours sans que le pétrole ait quoi que ce soit à y voir.

A la crise économique du monde impérialiste occidental, qui touche en particulier notre pays, on prétend ainsi trouver un bouc-émissaire. Mais les faits sont têtus : pétrole ou pas, cette crise existe. Elle est interne ; elle est le produit même du développement des contradictions du capitalisme à notre époque.

Il ne suffisait pas, apparemment, de vouloir expliquer par ce moyen facile les difficultés actuelles de l'économie française. On s'est également mis en tête de nous démontrer que le Tiers Monde lui-même n'aurait pas intérêt à cette augmentation. C'est que, paraît-il, tout est lié, et les intérêts du peuple algérien ou iranien sont absolument les mêmes que ceux de nos bourgeois.

La hausse du pétrole, en entraînant l'inflation, déterminerait une augmentation des prix des biens acquis en Occident par les pays producteurs eux-mêmes. De qui se moque-t-on ? Si, justement, les pays producteurs, après avoir longuement laissé le brut au même prix, se déterminent à l'augmenter, c'est justement qu'ils sont



victimes d'une hausse galopante dans leurs achats en Occident : la mesure qu'ils prennent en épongeant peut-être entre le tiers et le cinquième. De même, l'argument selon lequel cette décision, en entraînant la récession en Europe et aux États Unis, serait la cause d'une baisse des achats de pétrole, et donc des revenus des pays producteurs, ne tient pas debout : l'étranglement par la limitation des enlèvements, c'est une tactique depuis longtemps mise au point par Kissinger, et qui ne visait rien d'autre qu'à mettre à genoux le Tiers Monde.

Suite p. 3

**LIRE EN P. 2 :  
LA LUTTE  
DES PAYS  
PRODUCTEURS  
DE PÉTROLE :  
DE RICHES  
ACQUIS**

CHANTIERS NAVALS  
DE ST NAZAIRE

**NOUVEAU  
DIKTAT DE  
LA DIRECTION**

On assiste aujourd'hui à une volonté délibérée de la direction non seulement de briser la lutte et de faire en sorte que les négociations portent sur le lock-out et non sur l'accord salarial mais encore plus de bien faire sentir aux travailleurs l'échec de leur lutte.

Suite p. 5

## EDF GDF

Allons-nous  
en rester  
là ?

Une journée d'action « pas tout-à-fait comme les autres » ? C'est un peu ce que se disaient de nombreux agents de l'EDF-GDF au sortir de la manifestation qui, de la gare du Nord au siège d'Electricité-Gaz-de-France, a rassemblé « plus du double des plus gros cortèges de gaziers et d'électriciens de l'an dernier » (au dire de tous les manifestants interrogés) hier mardi de 10 h à midi. La présence, habituelle, de FO et de quelques rangs de la CFTC, sont loin d'expliquer cela. « Au contraire, disait un agent des équipes ambulantes du GDF, militant CGT, si la FO s'est un peu bougée aujourd'hui, c'est parce qu'elle savait bien qu'on allait être plus nombreux et contester plus sec que d'habitude. Dans la profession, le coup de Barre contre les salaires, ça a fait déjà suffisamment de bruit pour que les syndicats soient pratiquement tous obligés d'être là ! »

Mais demain, jeudi, les « 48 heures de grève carrée » prévues par les directions syndicales seront échues. Et rien n'est prévu pour continuer.

Voir p. 5

Le peuple  
palestinien  
contre l'occupant  
sioniste

Grève générale  
aujourd'hui en  
Cisjordanie

Depuis une semaine les manifestations ont pris un nouvel essor en Palestine occupée notamment en Cisjordanie occupée depuis 1967.

Ces manifestations mettent en échec les tentatives de judaïsation, s'opposent aux expropriations de terres et luttent contre l'imposition de la TVA israélienne.

Voir p. 9

Conférence de presse <sup>p. 3</sup>  
**MITTERRAND**  
Beaucoup contre  
Chirac  
peu contre Giscard

ESPAGNE

La réforme  
de Juan Carlos

« Si tu votes  
aujourd'hui... »

Lire en p. 12  
le reportage de Frédéric Ferrer

# DOSSIER

## LA LUTTE DES PAYS DE L'OPEP DE RICHES ACQUIS

Le 15 décembre doit s'ouvrir à Dona, la capitale du Qatar (un des émirats du Golfe arabo-persique), la conférence ministérielle des pays membres de l'OPEP. Cette réunion s'ouvre alors qu'il y a quelques semaines une déclaration du département d'État américain donnait le coup d'envoi à une nouvelle vague de pressions de la part des pays impérialistes sur les pays producteurs. La question centrale

qui est débattue est celle du prix du pétrole. Il est pratiquement acquis que les pays de l'OPEP vont décider d'une augmentation de l'ordre de 10% — peut-être légèrement plus — rompant ainsi avec une période de gel des prix qui dure depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1975.

La lutte des pays producteurs de pétrole a débuté, il y a une quinzaine

d'années, avec la création de l'OPEP en 1960. Mais pendant plusieurs années, les batailles se dérouleront en ordre dispersé, ne regroupant pas toujours tous les pays et portant principalement sur l'augmentation des redevances des compagnies.

Toutefois, des mesures de nationalisation furent prises par l'Algérie, l'Irak, la Libye avant octobre 1973.

### LA LUTTE DES PAYS PRODUCTEURS DEPUIS 1973

Après octobre 1973 le rapport de force antérieur s'est trouvé bouleversé et les pays producteurs ont pris une attitude nettement offensive. La période du pillage sans limite des pays producteurs par les compagnies était révolue. Les pays arabes n'admettaient pas que leur pétrole serve à alimenter (directement ou indirectement) la machine de guerre sioniste. D'où l'embargo et les restrictions sur les livraisons. L'ensemble des pays producteurs n'admettaient pas que le prix de leur pétrole baisse en valeur relative (à monnaie constante) et à plus forte raison absolue. D'où les augmentations décidées aux réunions de Koweït (16 octobre 1973) et Téhéran (22 décembre 1973) qui donnaient au pétrole le même pouvoir d'achat en produits manufacturés qu'il y a dix ans.

La question du niveau absolu du prix du pétrole est importante mais, pas plus que celle des nationalisations, elle ne doit être détachée de l'ensemble des mesures qui concourent à la récupération de cette matière première par les pays producteurs. Les augmentations de l'année 1973 concernaient le prix «affiché» - prix fictif qui servait uniquement au calcul des redevances et des impôts des compagnies. Pendant l'année 1974, des ajustements eurent lieu concernant l'augmentation des recettes fiscales des pays producteurs - sans

toucher au prix affiché. Ces mesures visaient essentiellement à limiter les bénéfices des compagnies qui avaient considérablement augmenté (+276% pour la B.P. lors du premier semestre 74, par exemple). Parallèlement des négociations se menaient pour accroître le montant des participations des pays producteurs dans le capital des sociétés pétrolières - d'abord pour atteindre le niveau de 60% puis aujourd'hui, la prise de contrôle à 100%. Dès lors le système de prix «affiché» - héritage de l'époque où les compagnies imposaient leur loi et où la part des nationalisations était faible - tombait en désuétude. La dernière augmentation de 10% décidée à Vienne le 27 septembre 1975 concernait le prix du pétrole «arabian light», ce prix qui sert aujourd'hui de référence aux pays producteurs pour l'établissement du prix de leur propre pétrole et non l'ancien prix «affiché». Le gel des prix qui suivit, fut prolongé par la conférence de l'OPEP qui s'est tenue à Bali le 27 mai 1976 avec seulement un rajustement des primes afférant à la qualité du pétrole. C'est ainsi que le prix du pétrole n'a pas varié en fait depuis quinze mois. L'augmentation prévue aujourd'hui est d'autant plus justifiée que depuis la dernière augmentation, les pays producteurs ont perdu près de 40% de leur pouvoir d'achat en produits manufacturés en provenance des pays impérialistes.

de contrats avec les pays occidentaux sur la construction non plus seulement d'usines «clés en main», mais «produits en main», ce qui inclut la formation de techniciens «nationaux». Toujours dans cet ordre d'idée, les projets de constitu-

tion d'une flotte arabe de tankers pour relayer celles des compagnies.

Il serait donc puéril de ne voir dans les achats des pays producteurs que les contrats d'armes signés par certains pays, tels l'Iran.



### LES PRESSIONS AMÉRICAINES

Les déclarations américaines présentant comme «injustifiée» une hausse du prix du pétrole témoignent en réalité de la faiblesse des États-Unis.

Des projets de développement des ressources pétrolières américaines (forages en Alaska, recherches off-shore, schistes bitumineux) se sont révélés peu productifs. Parfois ils se sont heurtés aux oppositions des écologistes au même titre que l'implantation de nouvelles centrales nucléaires. La volonté délibérée de ne pas pousser l'exploitation des gisements existants n'est pas absente. Toujours est-il que la dépendance américaine par rapport aux importations de produits pétroliers est passée de 23% en 1973 à 40% aujourd'hui. Et l'on prévoit qu'elle atteindra 50% avant 1980.

La volonté tant de fois affirmée par Kissinger, de «casser» l'OPEP est toujours une prétention américaine, et les pressions multiples sur les pays producteurs n'ont pas manqué :

- Pressions pour tenter de isoler du reste des pays en voie de développement, sans succès notable jusqu'à présent, comme en témoigne la conférence du Tiers-Monde sur les matières premières tenue à Dekkar en février 75 où les pays du Tiers-Monde ont affirmé leur solidarité avec les pays de l'OPEP.

- Pressions pour tenter d'accroître les contradictions internes. Lors de l'année

1975 on a assisté à une baisse générale de la demande en pétrole. Certains pays limitaient volontairement leur production pour préserver leurs ressources. Mais par ailleurs, les compagnies limitaient leurs enlèvements sur certains pays pour les reporter sur d'autres. Ceci visait à développer des contradictions, notamment entre l'Iran et l'Arabie Séoudite. Cette politique a amené la conférence de l'OPEP tenue en février 75, à Vienne, à envisager une coordination des pays pétroliers pour faire face à la baisse de la demande.

Depuis le début 1976, une augmentation des enlèvements se produit en raison de l'augmentation de la demande liée au début de reprise économique mais surtout pour la constitution de stocks spéculatifs en prévision de la hausse prochaine. Au port pétrolier de Ras Tamara en Arabie Séoudite, les tankers doivent faire une queue de quinze jours.

### LES PAYS PRODUCTEURS AUJOURD'HUI

Le contrôle de leurs richesses nationales par les pays producteurs de pétrole prend également d'autres aspects. Ce sont d'abord les projets de développement économique, d'industrialisation : la construction de complexes pétro-chimiques — en Iran, Irak, Algérie notamment — pour remédier au monopole actuel des compagnies pétrolières sur la commercialisation des produits finis, mais aussi des complexes sidérurgiques, des centrales nucléaires pour préparer «l'après-pétrole». La signature

### L'UNITÉ DE L'OPEP

Il est vrai que les pays pétroliers ont des projets de développement différents, donc des politiques pétrolières différentes. Mais ce qui est remarquable aujourd'hui, c'est qu'un pays comme l'Arabie Séoudite — qui passe comme le plus fidèle aux intérêts américains — se déclare solidaire du reste de l'OPEP. «Si le prix du pétrole ne concernait que nous, les prix seraient gelés jusqu'à la fin 77. Mais notre participation et nos obligations au sein de l'OPEP risquent de remettre en cause ce «gel» des prix... pendant que l'OPEP gela ses prix, il n'y avait aucune réciprocité», a déclaré le roi Khaled.

L'Arabie Séoudite s'est également déclarée opposée à une augmentation de sa production, ce qui évitera un cassage des prix en cas de surproduction. En la matière, les préférences de tel ou tel État existent sur la façon de mener sa propre politique pétrolière mais le mouvement des pays pour la récupération de leurs richesses nationales l'emporte.

Il faut enfin se garder de voir dans une hausse «modérée» du prix du pétrole une position dominante des pays «modérés» au sein de l'OPEP. Les pays de l'OPEP vendent leur pétrole aux pays impérialistes. Ils le vendent aussi aux pays du Tiers Monde. Un aspect de la politique américaine n'est-il pas justement d'isoler l'OPEP de ces pays, au

besoin par une trop forte hausse du prix du pétrole ?

La conférence au sommet des chefs d'États des pays membres de l'OPEP, qui s'est tenue à Alger en mars 1975, avait déjà souligné le cadre dans lequel se situe la lutte des pays producteurs de pétrole : au cœur du mouvement des pays du Tiers Monde.

A partir de 1974, alors que les pays producteurs de pétrole luttent ensemble, les autres pays du Tiers Monde prenaient leurs affaires en main. De nombreuses associations de pays producteurs de matières premières étaient créées ou prenaient corps. La force autonome du Tiers Monde s'est affirmée lors des diverses réunions et instances internationales (réunion des pays non-alignés, séance de l'ONU, conférence sur le droit des mers). La session de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) qui s'est tenue à Manille en mars 1976, a vu le Tiers Monde uni et résolu face aux propositions des pays impérialistes. La conférence Nord-Sud qui devait reprendre en même temps que la conférence de l'OPEP a été repoussée par les pays impérialistes. Cela témoigne de l'incapacité des pays impérialistes de faire de nouvelles propositions face aux exigences des pays du Tiers Monde. Ce nouvel ordre économique mondial n'est pas celui du pillage et de la dépendance !

Christophe LAGRANGE

Conférence de presse de Mitterrand

# TOUT CONTRE CHIRAC PEU CONTRE GISCARD

Ouverte sur une description des difficultés économiques du pouvoir actuel, la conférence de presse du premier secrétaire du PS a en fait très largement tourné autour des contradictions entre Giscard et Chirac, et de l'attitude du PS à leur égard. En se gardant bien de dire quoi que ce soit qui puisse porter atteinte dans l'immédiat à l'union de la gauche, Mitterrand a précisé le glissement esquissé déjà par «le Nouvel Observateur» : il s'agit, en présentant la constitution du RPR comme un danger fasciste, de laisser possible une éventuelle ouverture vers Giscard, distingué de cette droite «dure».

C'est à Barre lui-même que Mitterrand a emprunté les chiffres concernant la situation économique, d'où il a tiré un diagnostic très pessimiste. Est-ce parce que les partis de droite lui ont reproché ses projets d'emprunt, selon eux ruineux pour l'économie ? Il a tenu à insister particulièrement sur «l'endettement extérieur» ; et de demander : «*Quel est l'état réel des dettes de la France ?*». Reprenant les comparaisons internationales du premier ministre de Giscard, Mitterrand devait condamner «*la gestion plus mauvaise qu'ailleurs*», évoquant «*l'Allemagne qui, sans être un exemple, est mieux gérée*» et «*les Etats-Unis qui, sans être un exemple non plus, ont réussi à couvrir un poste par un autre*». Entendrait-il «*mieux gérer*» les affaires à l'image de son collègue Schmidt de l'Internationale socialiste ?

D'ailleurs, il a com- une fois de plus qu'il «*ne se réjouit pas des mauvais résultats*» du plan Barre. Occasion pour proposer, en cas de venue au pouvoir de la gauche, de «*dresser un bilan solennel de la désast-*

*reuse gestion de la droite, dans les quinze premiers jours*». Ce qui conduit à se demander, une fois ce «*bilan*» tiré, ce qu'il resterait des promesses contenues dans le «*programme commun*» pour attirer les masses.

Mais Mitterrand, qui ne trouve «*la trinité Chirac-Barre-Giscard*» «*indissoluble*» que du point de vue de cette «*gestion*», devait consacrer ses plus longs développements à l'entreprise de Chirac. Refusant de le qualifier ouvertement de fasciste «*Je ne veux pas qu'on confonde avec une attaque personnelle*», il ne cesse de suggérer que le RPR va dans ce sens. Evoquant l'Europe des années 29-30, il dit : «*Il se crée une situation qui a déjà dans l'histoire sécrété des mouvements de droite ou d'extrême droite, parfois avec un langage de gauche*». Et encore : «*toutes les forces dures de la droite vont se coaliser, celles de l'argent, ceux qui rêvent de l'Etat fort*». «*Dans l'esprit de Chirac et de la droite dure*», il s'agit de «*créer une situation psychologique qui affole : façon*



dans l'immédiat de frapper son rival, et de rassembler les forces sociales de l'irrationnel». Et d'évoquer enfin «*les ligues de 34 qui faisaient du tapage*».

Dans tout cela, pas un mot, en-dehors de la question économique, pour s'en prendre au président de la république et au reste de la «*majorité*» ; rien, en particulier, sur la perte d'autorité manifeste de Giscard dans la dernière période, sur les allures de fin de règne que prend aujourd'hui son gouvernement. Si, parlant des

chiraquiens, Mitterrand cherche à en faire un épouvantail, en revanche, il se garde bien de fermer la porte aux autres formations de la «*majorité présidentielle*».

Pour le reste, Mitterrand aura répété son soutien à Israël et son appréciation nuancée du régime de Juan Carlos qui, selon lui, présente une «*ouverture*». Il aura confirmé que les positions du PCF et du PS avaient, au moment de la signature du programme commun «*pour cinq ans*», «*des finalités contraires*» concernant l'Europe, et indiqué que le PS reste favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Question apparemment secondaire, et qui ne vient en tout cas pas bousculer la tactique du parti socialiste : garder deux fers au feu tout en maintenant pour le moment «*l'union de la gauche*».

## Nucléaire : contradictions sur la place du privé dans la construction des réacteurs

Le tiers du capital, c'est la «*minorité de blocage*», c'est pourquoi le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) entreprise publique demande une participation minimum de 34 % dans le capital de Novatome, constructeur de réacteurs nucléaires à haute température et surtout de surrégénérateurs. Le CEA en effet risque de n'avoir que 30 % ; au départ, le capital avait été reporté entre Creusot-Loire (60 %) et le CEA (40 %).

La société Alsthom-Atlantique (née de la fusion

## LE TIERS-MONDE A RAISON

Suite de la une

Enfin, dernière vieille lune, inventée aussi par Kissinger : plus encore que les impérialismes occidentaux, les principales victimes de la hausse seraient les pays du Tiers Monde non producteurs de pétrole. Mais qui, sinon les pays producteurs, a dégagé ces dernières années des fonds considérables pour leur venir en aide ? Mais comment se fait-il que, depuis des années, sur la scène internationale, le Tiers Monde se retrouve uni, producteurs et non producteurs de pétrole, pour dénoncer le pillage général qu'on lui fait subir,

pour exiger qu'il soit mis un terme, pour prendre des mesures concrètes dans ce sens ?

Non ! La tentative pour opposer entre eux les pays du Tiers Monde est vouée à l'échec. De même que les manœuvres visant à désigner comme ennemi à notre classe ouvrière les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Le Tiers Monde a raison. Et dans sa juste cause, il a le soutien de notre peuple.

Jean LERMET

• *Après des déclarations de différentes personnalités du gouvernement, et non des moindres (Giscard-Poniatowski-Barre) dimanche dernier, qui s'en prenaient de façon plus ou moins voilée, au RPR de Chirac, l'Elysée a éprouvé le besoin de faire une mise au point, suite aux commentaires de la presse, dès lundi : l'Elysée précise donc que ces déclarations ne devaient pas être interprétées comme une réponse concertée à Chirac, que la conjonction de ces réquisitoires n'était que pure coïncidence, qu'il ne s'agissait pas du tout d'une «contre-offensive simultanée» contre le RPR, et que Giscard n'a fait que répéter ce qu'il proclame depuis trois mois. La tâche de Lecat, porte-parole de l'Elysée, est de plus en plus délicate et complexe !*

• *Debré, qui tient décidément à cette idée, répète dans une interview donnée au Figaro qu'il faut que le RPR «se mette en mesure, s'il le fallait, d'être l'âme d'un gouvernement de salut public et d'unanimité nationale». Il s'agit, dans l'esprit de l'ex-baron du gaullisme, de s'élever au-dessus des partis, en partant du fait qu'aucune majorité — je parle naturelle-*

ment de n'importe quelle majorité — ne peut à elle seule assurer le destin national. En somme, plutôt qu'un gouvernement Giscard-Mitterrand ou Giscard-Chirac, un gouvernement Giscard-Chirac-Mitterrand. Avec Debré comme premier ministre ?

• *Déclaration de Mauroy, dimanche à la convention fédérale du PS à Lille : «Il faut considérer avec beaucoup d'attention le développement du RPR. C'est une opération effectuée pour rassembler le noyau dur de la droite, non seulement pour les prochaines consultations électorales, mais pour le moment où la gauche sera au pouvoir. Les commentaires ont été trop sympathiques pour le RPR, même parfois chez des gens de gauche. Il faut affirmer clairement : M. Chirac est un homme dangereux».*

• *La concurrence de l'impérialisme japonais suscite de nombreux échos parmi les impérialismes européens, et particulièrement de l'impérialisme français. Au cours de la réunion de lundi des ministres des affaires étrangères des Neuf, De Guiringaud s'en est pris assez fermement au Japon, quant à l'excédent de son commerce avec la CEE : «Rien n'indique que les autorités japonaises envisagent une modification significative des pratiques suivies jusqu'alors et un changement de leur politique commerciale».*

• *Il souhaite que la CEE rappelle au Japon que faute de «résultats concrets, positifs et immédiatement significatifs, la Communauté devrait se donner elle-même les moyens de remédier à une situation dont on ne peut supporter plus longtemps qu'elle se dégrade davantage».*

## CHIRAC-GISCARD

### ILS SOUFFLENT LE CHAUD ET LE FROID

Les rapports au sein de la majorité semblent connaître des hauts et des bas. Des déclarations des différentes personnalités politiques ressortent tantôt l'unité, tantôt la lutte.

Cette situation, qui correspond à un intérêt commun dans la période entre Chirac et Giscard, risque donc de se prolonger encore quelques temps.

Peu de temps avant la constitution du RPR, les attaques de Chirac et de l'UDR à l'égard de Giscard et du gouvernement étaient particulièrement vives.

Mais depuis le 5 décembre, le ton des déclarations change : Chirac au moment de la naissance du RPR : «*Actif et vigilant, le RPR se situe résolument dans la majorité*», et plus récem-

ment Yves Guéna, en réponse aux attaques de Poniowski sur l'immobilisme du RPR : «*Au sein de la majorité, nous n'attaquons personne, et je pense que c'est une erreur que d'attaquer le rassemblement*».

Pourtant les contradictions subsistent entre le RPR et Giscard. En particulier, Chirac n'approuve pas l'ouverture de Giscard en direction du PS, la perspective d'un gouvernement Giscard-Mitterrand, d'où il serait absent. C'est aussi le sens de la constitution du RPR, tentative de mise sur pied d'une alternative de droite à la social-démocratie.

Mais, et ceci explique le caractère adouci de ses déclarations, le RPR n'a pas

actuellement intérêt à ce qu'une crise de la majorité provoque la dissolution du Parlement, et des élections anticipées ; il préfère consacrer encore du temps au renforcement, à l'édification du rassemblement, à rallier le maximum de forces de la majorité, pour représenter au moment des élections et, aussi après 78, constituer une puissante force parlementaire de droite. Quant à Giscard, il semble pour l'instant s'en tenir à son projet initial : laisser au plan Barre le temps de réussir, il n'y a actuellement pour lui d'autres perspectives, et pendant qu'il tente de paraître au dessus de la mêlée, il laisse à ses collègues comme en témoignent les déclarations de Barre et Poniowski dimanche, le soin d'attaquer le RPR.

## LUTTES OUVRIÈRES

## AUX CHÈQUES POSTAUX

## LE DEMANTELEMENT S'ENGAGE LA LUTTE AUSSI!

Après les centres de tri, c'est aux Chèques Postaux que l'administration s'attaque, pour poursuivre sa politique de démantèlement des PTT. En effet, l'administration a dans ses cartons le projet de deux petits centres de tri en banlieue. Première étape de ce projet : «dégraisser» les effectifs de douze cents environ. Ainsi, aux Chèques Bourseul comme à Montparnasse, il y a eu «glissement des GV», c'est-à-dire de groupes de vérification, donc plus de comptes courants à gérer pour les GV restants. Autre objectif de l'administration, la chasse aux temps morts.

Ainsi, l'organisation du travail faisait qu'il y avait toujours dans la journée un moment moins bourré. Maintenant c'est fini : au T.O. (Terminaux Ordinateurs), dès qu'il y a dix minutes sans chèques à taper, on amène aux filles des mandats à pointer.

Au centre 2, les filles en ont marre de l'intensification du travail. En effet, on les balade sans arrêt des T.O. aux bancaires ou aux dossiers, au rythme des besoins de l'administration. Aux T.O., avec le manque d'effectifs ainsi organisé, il faut taper tous les jours plus de chèques, et le rendement est contrôlé avec précision : l'ordinateur enregistre exactement les chèques tapés sur chaque terminal.

Mardi dernier, des filles de TO 2 Bourseul sont envoyées

aux GV Bourseul. C'en est trop, les filles refusent ! Elles partent en délégation chez le chef du centre. Celui-ci leur dit de reprendre le travail. Toutes les filles des TO partent alors voir le directeur

régional. Celui-ci est intransigeant. Alors, elles partent voir leurs collègues de Montparnasse, bloquant un temps les opérations pour les mobiliser.

## LA GREVE DU ZELE EN CHANTANT

Alors, c'est la grève du zèle qui est décidée. Celle-ci continue toujours. La quasi-totalité des postières de Bourseul sont mobilisées. Les plus anciennes, qui ont vu la dégradation des conditions de travail ces dernières années, y mettent particulièrement du cœur. Le travail s'effectue en chantant les revendications sur l'air du

«Petit Papa Noël». Les menaces de sanctions se multiplient, mais les filles ne se laissent pas faire. On travaille à son rythme, on répète, ralentit les opérations en tapant plusieurs fois le même chèque. La direction commence à s'inquiéter ; en effet, le 15 décembre, on rentre dans «la période», c'est-à-dire le moment où il y a le plus de trafic. Les filles sont décidées à aller jusqu'au bout : pour les effectifs, contre les déplacements continus d'un service à l'autre, contre l'augmentation des cadences, pour la semaine de 35 heures.

Correspondant Chèques



## INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Hier soir à Paris

Oskoui et Takkiri, les deux étudiants iraniens, emprisonnés à la suite de la tentative d'assassinat de l'agent de la SAVAK Keykavoussi demeurent incarcérés, bien qu'il soit pratiquement acquis qu'ils sont totalement étrangers à cet acte.

Pour obtenir leur libération et le retour en France de leurs quatre camarades iraniens témoins à décharge expulsés, une manifestation s'est tenue hier soir à Paris à l'appel de plusieurs organisations révolutionnaires dont le PCRml. Environ un millier de personnes ont défilé de la place de la Bastille jusqu'à l'église du Bon Pasteur où une cinquantaine d'étudiants iraniens membres de la CISNU mènent une grève de la faim depuis 15 jours pour la libération de leurs camarades.

Remontant la rue de la Roquette et la rue de Charonne qui traversent un quartier de Paris très populaire, les manifestants ont dénoncé le régime fasciste du Shah et la complicité du gouvernement français, ils ont exigé que cesse la collaboration entre la SAVAK : la gestapo iranienne, et la police française, à la fin de la manifesta. on, une

## MANIFESTATION POUR LA LIBÉRATION DES IRANIENS EMPRISONNÉS

légation a été exprimée son soutien aux grévistes de la faim, puis un membre de l'Union des Etudiants Iraniens en France a pris la parole pour appeler à poursuivre la lutte jusqu'à la libération d'Okoui et de Takkiri et le retour des quatre expulsés.

● **DEUX MILITAIRES BLESSÉS AU COURS D'UN EXERCICE :** Deux appelés ont été blessés au camp de Bitche (Moselle) par l'explosion d'une grenade au cours d'un entraînement. Ils surveillaient un véhicule pendant que leurs camarades effectuaient une manœuvre. Engagés dans une zone interdite, truffée d'explosifs de la seconde guerre mondiale, ils ont sauté sur une grenade.

● **L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE : UN BON MOYEN POUR ÉTOUFFER UNE AFFAIRE GÉNANTE :** La jeune femme grecque

En marge de cette manifestation, le secrétariat international d'Amnesty International a réclamé «le respect des droits de la défense» dans cette affaire, et demandé que les «témoins à décharge qui ont été expulsés, soient autorisés à retourner en France».

Maria Syrigos qui avait tué un inspecteur de police dans les locaux du commissariat du 13<sup>e</sup> a été internée en hôpital psychiatrique. Elle était selon les médecins en état de démente au moment des faits. Le juge d'instruction a prononcé le non lieu en sa faveur. Mais est-ce une faveur. Maria Syrigos disait avoir tué l'inspecteur pour se venger parce qu'il l'avait violée. Comment les médecins ont-ils pu prouver qu'elle était démente à cette époque ? Ne serait-ce pas un moyen d'éviter d'exhumer une affaire gênante pour la police ?

## CAISSES D'ÉPARGNE : L'EXPERT DU TRIBUNAL DONNE RAISON AUX GREVISTES

Chargé par le juge des référés de faire un rapport sur la grève des Caisse d'Épargne, M. Jean Marx estime que les revendications des grévistes sur le paiement de la prime de fin d'année sont parfaitement justifiées, que la responsabilité de la grève incombe à la direction, et que les jours de grève doivent être payés. Le tribunal des référés doit statuer jeudi. Hier matin, la grève était reconduite par l'assemblée générale.

## COMMUNIQUÉ

MEETING DE SOUTIEN aux travailleurs de LA HAGUE et de MARCOULE Mercredi 15 décembre à 20 h 30 au stade des Glaces

## FCB Denain : le patron se moque de l'inspecteur du travail

Alors que la direction faisait faire moins de 40 heures à cent cinquante de ses ouvriers, leur imposant une perte de salaire, elle demandait à autant de travailleurs des ateliers de fonderie et grosse mécanique d'en effectuer 43 et plus. L'inspecteur du travail avait exigé que l'horaire de ces ateliers soit ramené à 40 h. Après avoir accepté au cours d'une réunion extraordinaire du CE, le patron rend public, le lendemain, que les horaires sont maintenus comme auparavant ; il avait fait ses comptes !

Quant à l'inspecteur du travail, il s'était déjà fait mal voir par le patronat pour s'être prononcé contre les licenciements et la fermeture de FCB à Onnaing. Le bruit court qu'il serait remplacé sous peu par un inspecteur plus accommodant...

5<sup>e</sup> semaine de grève à la SGE-SICRA (bâtiment)

Depuis plus de cinq semaines, un chantier de la SGE-SICRA, entreprise du bâtiment du Val-de-Marne, est en grève à Villebon-sur-Yvette. Cette grève, qui vient après celle de Coignet (5 semaines également), montre que malgré tout le bruit fait autour de la revalorisation du travail manuel par le patronat du bâtiment et des travaux publics, les travailleurs ne comptent que sur leur lutte pour obtenir satisfaction de leurs revendications.

Mercredi 15 décembre, une conférence de presse est organisée à 18 h à la salle des fêtes de Palaiseau (91) par la CFDT. Elle sera suivie d'un gala de solidarité avec les grévistes.

## 3 Suisses (Roubaix) contre les mesures de répression policière

Après que des vols aient été découverts dans les colis 3 Suisses, au Mans, et après enquête des PTT, une plainte a été déposée par la direction.

Avant même de commencer la moindre enquête, la police a emmené au commissariat les 22 travailleurs du service Tri-Colis pour les interroger :

- interrogatoire serré
- menaces de licenciement
- signature de certains papiers (sous menaces)
- humiliations de tous ordres
- perquisitions à domicile

Rien ne leur a été épargné.

Épuisés de fatigue, cédant devant la menace, certains ont signé des aveux sans savoir ce qu'ils faisaient, cinq d'entre eux sont encore emprisonnés depuis lundi.

APRES LE PARISIEN LIBRE, LES TROIS SUISSES !

- la CGT, la CFDT, la FO avec les travailleurs ne peuvent admettre de telles pratiques !

- exigent que la direction se dérange afin de s'expliquer et de s'excuser auprès de ces travailleurs humiliés. C'est le moins qu'elle puisse faire en réparation du préjudice moral et des humiliations subies par ce personnel.

- exigent que la direction prenne à l'avenir d'autres dispositions pour découvrir l'éventuel coupable.

Les syndicats de La Redoute

## Bar-sur-Aube : les paysans exigent le paiement des prêts sécheresse !

Jeudi 9 décembre, des agriculteurs des cantons de Bar-sur-Aube et Soulaines (Aube) se sont réunis à l'improviste à l'Hôtel de Ville de Bar-sur-Aube. Ils voulaient protester ainsi contre les lenteurs du gouvernement et de l'administration, qui n'a encore versé aucun des prêts-sécheresse promis. Les agriculteurs dénoncent également les nombreuses restrictions apportées à la répartition de ces aides. A la suite de cette réunion, onze maires et cinquante conseillers municipaux de ces cantons ont décidé de démissionner pour appuyer ces revendications.

Corresp. Troyes

## LUTTES OUVRIÈRES

Chez Lou à Grenoble

## GRÈVE POUR LA PRIME DE FIN D'ANNÉE

Lou, à Grenoble : 450 ouvrières. Le syndicat CGT organise chaque mois, depuis un an, une heure de grève — information : les ouvrières qui le veulent quittent leur machine et vont discuter au réfectoire avec les déléguées durant une heure. Cela mobilise régulièrement 80% des ouvrières, et pour cause : le nouveau patron mène une politique de « redressement » depuis deux ans sur le dos des ouvrières : « Avec le nouveau système de salaire au rendement qui nous a été imposé, on travaille autant qu'avant — on était déjà à saturation — mais on gagne moins ». Par ailleurs, le patron veut rentabiliser au maximum en transférant la production en Tunisie. Et la société Lou est en liquidation, elle veut s'implanter ailleurs. En juillet, les ouvrières, après deux jours et demi de grève, ont obtenu une prime de vacances de 600 F plus les jours de grève payés et la promesse d'une prime de fin d'année, « si les affaires marchent ». Les affaires ont marché, mais il n'est pas

question de prime. Lundi 6 et mardi 7 décembre, les déléguées consultent les ouvrières au sujet de l'obtention de cette prime. Si certaines pensaient que « ce n'est pas le moment d'engager une lutte, on est en période de fêtes », « Il n'y a pas énormément de travail », la majorité décide de demander cette prime, jeudi 9 décembre et de débrayer pendant la durée de l'action.

Jeudi 9 décembre, la direction refuse la prime. Les ouvrières décident de continuer la grève. « On savait que la grève allait durer plusieurs jours », nous a dit un délégué. Jeudi matin, les déléguées passent dans les ateliers pour contacter les non-grévistes. Jeudi après-midi, c'est un groupe plus important. Vendredi matin, l'assemblée générale reconduit la grève. « Quand les femmes des ateliers ont pris la place des grévistes pour permettre l'expédition des commandes, on a coupé le courant ».

Actuellement, on laisse

travailler les non-grévistes, mais toute expédition est bloquée. Lundi matin, comme tous les jours, piquet de grève à 6 h 30. A 9 heures, un léger recul de la direction : « Il faut qu'on revoie nos comptes... mais pas de réponse avant jeudi ». Les ouvrières rassemblées décident de continuer la grève et partent ensemble visiter tout le bâtiment. « Pour faire comprendre à celles qui travaillent que c'est dégueulasse de profiter des avantages de la grève et toucher la prime sans subir les 100 F qui partent chaque jour ».

Cette visite se fait au cri de « On veut nos 700 F ». Une, en passant, veut arrêter le courant pour arrêter les machines.

— « Non, on n'a pas le droit ! »  
— « Si, on le prend, on l'a déjà fait vendredi ! »

« C'est la première fois qu'un lundi, le mouvement se durcit et que les filles suivent ». A Lou, la lutte continue !

Correspondant Grenoble



## ALLONS-NOUS EN RESTER LA ?

Suite de la une

« Rendez-vous en janvier » se lançaient certains syndiqués CFDT, en plaisantant amèrement contre l'absence de perspectives. Oui, mais ces deux jours d'action ne sont justement peut-être pas tout-à-fait comme les autres, car cette fois la détermination et le poids des interrogations sur la suite de l'action, éclataient dans la manifestation, et contre-balançaient à nouveau largement tout ce qui du côté des ritournelles du Programme Commun, poussait à l'enterrement.

Des milliers de travailleurs sont allés rue de Lisbonne, au siège, proclamer « les contrats, c'est du bidon, Giscard et Barre veulent nous voler ; c'est tous ensemble qu'il faut frapper ».

Dans la manifestation, les gaziers en tenue, les voitures de l'EDF placardées de slogans syndicaux, donnaient un ton populaire (que ne parvenaient pas à altérer une forte délégation des cadres des Services Centraux, UGICT et UNCM, autonomes). « A l'EDF, il faut pas croire tout ce qu'on raconte ; même si on a des avantages, il faut voir les salaires ! Les jeunes et les gars des trois premières catégories en général, on ne roule pas sur l'or. Et avec Barre, les miettes des contrats vont disparaître. Cette fois-ci, l'assiette est bien nettoyée quand on arrive ! », reconnaissables dans leurs vestes en cuir de service, les travailleurs du Centre de l'Île-de-France mettent les choses au point : « Les cadres, les autonomes, FO... tous ceux qui veulent venir râler, ils peuvent. Mais nous, on serait là de toute façon, parce qu'on refuse le blocage de nos salaires ». Certains cortèges (CGT-CFDT Paris-Ouest, Centre Murat, Direction Régionale Paris-CFDT, CGT Massy...) reprennent des mots d'ordre du 7 octobre avec détermination : « contre le plan Barre,

engageons l'offensive ouvrière » ou « n'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68 » (repris à tue-tête par la sono de la CFDT-EDF-GDF parisienne sous les fenêtres de Boiteux, le directeur)... De jeunes électriciens houspillaient le service d'ordre FO et même CGT qui passait dans les rangs à la dispersion pour renvoyer au travail certains (qui avaient été désignés pour un service minimum, mais avaient voulu tout de même venir manifester) !

A plusieurs moments, les slogans du Programme Commun furent couverts par une vibrante Internationale et même parfois par un « Union, Action, pour nos revendications » venus de rangs CGT !

Mais, tandis que les manifestants s'égayaient à travers le parc Montceau, pour regagner les cars des centres de banlieue ou le métro, beaucoup témoignaient leur mécontentement : « Noël approche, on va encore se faire renvoyer au boulot mercredi, sans que rien n'ait changé », « quand est-ce qu'une journée comme celle-là sera vraiment un point de départ pour mettre en l'air Giscard, Barre, leurs plans et leurs combines ? Maintenant, c'est reparti pour un tour... » Ces réflexions de travailleurs, syndiqués ou non, jeune ou bien près de la retraite, ont quand même dû siffler aux oreilles des directions syndicales : mercredi des Assemblées se tiennent dans les principaux centres où le débat sur l'action devrait reprendre. Des délégations doivent, par ailleurs, aller rencontrer des « élus locaux » et se rendre à l'ORTF, pour « populariser le refus du plan Barre » que les gaziers et électriciens auraient mardi matin voulu pouvoir porter bien plus loin !

S. RAYNAL

## LUTERMA (Dunkerque) : NON AUX LICENCIEMENTS !

A Dunkerque, la filiale Luterma ferme ses portes. C'est du même coup, 135 travailleurs dont 70 femmes qui se retrouvent au chômage. Les motifs invoqués pour fermer l'entreprise sont connus : l'entreprise n'est pas viable, la crise économique, etc...

Par contre, le même groupe se paie le luxe d'installer deux usines au Gabon pour y traiter directement les matières premières. Quand il s'agissait d'augmenter la production sans acheter de nouvelles machines, mais simplement en augmentant les cadences, les patrons étaient là.

Aujourd'hui, on fait appel à un syndic. Les travailleurs ont été payés avec dix jours de retard. Il voudrait voir les ouvriers accepter leur licenciement comme du mouton. D'ailleurs, le syndic veut qu'ils viennent chercher leur lettre de licenciements au bureau de la direction. Mais les travailleurs et leur section CGT refusent catégoriquement les licenciements. Ils répondent à ce plan de restructuration dans la lutte.

Amiens :

## Les flics chassent les grévistes de COSSERAT de devant leur usine !

Lundi, au matin, c'est à une grave atteinte au droit de grève que se sont livrés les flics d'Amiens, contre les travailleurs de chez Cosserat, entreprise du groupe Agache-Willot.

Depuis dix jours, la quasi-totalité des ouvriers de l'usine sont en grève. Ce qu'ils réclament : le 13<sup>e</sup> mois, qui est accordé aux cadres depuis plus de deux ans... et la totalité du salaire de novembre, que la direction ne se pressait pas de payer !

Il est vrai que cette usine est aux mains des frères Willot, surnommés les « Dalton » du textile en raison de leur avidité et de leur peu de scrupules.

Pour défendre ces revendications, les travailleurs tenaient un piquet de grève devant les portes de l'usine, qui restaient fermées. C'était encore trop pour le patron. Il obtint sans difficultés une décision de justice vendredi dernier ordonnant l'évacuation des grévistes. L'application ne traîne pas : ce lundi, les CRS aidés par le corps urbain interviennent et

évacuent les grévistes. Aussitôt, la direction sort un communiqué informant que « la liberté du travail est assurée depuis ce matin, et que rien ne vous empêche de rentrer dans l'usine... ». Rien, si ce n'est la volonté des ouvriers d'obtenir leurs revendications : à 13 h, heure de la reprise annoncée par la direction, il y avait tout au plus une dizaine de personnes pour lui obéir. La lutte continue, et les travailleurs prévoient d'organiser popularisation et solidarité financière.

## ● ILLE ET VILLAIN : QUE CACHE LA FERMETURE D'ACTIME ?

Il y a quelques jours, le directeur de la société ACTIME déposait le bilan de l'entreprise qui a trois usines, à Dreux, Vernouillet, (Eure-et-Loire), et St Malo. Et pourtant, le carnet de commandes est plein pour six mois. Il y a même des clients qui continuent à venir. De plus, l'entreprise travaillait pour le programme nucléaire, et sa fermeture le retarderait de dix-huit mois. Voilà qui est étonnant, lorsqu'on ne sait pas la suite : le directeur de la défunte société s'est tout de suite mis au travail, pour proposer rapidement un plan de restructuration, pour reprendre l'entreprise. Le personnel de St Malo, lui, a déjà reçu les lettres officielles de licenciements.

● BERNARD SPORT FERME : 37 LICENCIEMENTS DE PLUS À OGEU : Depuis le premier décembre, les 37 ouvriers de chez Bernard-Sports (fabrication de caravanes), avaient été mis en chômage technique par leur patron. Lundi, celui-ci a déposé le bilan de l'entreprise. L'affaire devait déjà se mijoter depuis un moment : le lendemain, mardi, c'est déjà à un syndic qu'ils avaient affaire pour toucher leur paye. Peut-être le directeur préférerait-il les éviter...

5<sup>e</sup> SEMAINE DE GRÈVE A LA SGE-SICRA (Bâtiment)

Depuis plus de cinq semaines, un chantier de la SGE-SICRA, entreprise du bâtiment du Val de Marne, est en grève à Villebon-sur-Yvette. Cette grève, qui vient après celle de Coignet (5 semaines également), montre que malgré tout le bruit fait autour de la revalorisation du travail manuel par le patronat du bâtiment et des travaux publics, les travailleurs ne comptent que sur leur lutte pour obtenir satisfaction de leurs revendications.

Mercredi 15 décembre, une conférence de presse est organisée à 18 h à la salle des fêtes de Palaiseau (91) par la CFDT. Elle sera suivie d'un gala de solidarité avec les grévistes.

## Contre la fermeture des mines de bauxite à Brignoles (Var) JOURNÉE «VILLE MORTE»

Ce mercredi 15 décembre, les mineurs, tous les habitants et les travailleurs de cette région du Gard, montreront leur refus de voir mourir leur pays, pour laisser le calcul de la rentabilité capitaliste.

A cette journée de lutte, les travailleurs de Sud-Acier, qui occupent leur usine de Lagarde, depuis plusieurs mois, seront avec eux et ceux de l'entreprise métallurgique « La Provençale » condamnée elle-aussi à la fermeture.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Paris - Quartier de la goutte d'or

## UN CAMION FONCE SUR LA FOULE ET ÉCRASE UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ

Un groupe de travailleurs français et immigrés informe les travailleurs par leur quotidien.

Dans la soirée de samedi 11 décembre, vers 23 h 30, un tracteur délesté de sa semi-remorque, immatriculé 64 52 QV 52, semble-t-il, cabine de couleur rouge, s'engage à très vive allure, rue Charbonnière - Paris 18<sup>e</sup>, dans le quartier de la Goutte d'Or où vivent de très nombreux ouvriers immigrés. Cette rue est particulièrement encombrée à cette heure de la soirée.

Le bolide déboule à 60 km/h environ, à l'entrée de la rue. Arrivé à mi-chemin, à cent mètres, où plus de deux cents personnes, de part et d'autre de la chaussée, piétinent, envahissant les deux trottoirs et plus de la moitié de la chaussée, le véhicule fou donne un léger coup de frein. La foule tente de se protéger en se plaçant le long des bas-côtés : c'est à ce moment de panique que le bolide assassin accélère la machine et fonce. Un travailleur immigré est happé par le véhicule, puis les cinq roues droites de l'engin lui passent sur le corps. Ce malheureux frère de misère, anonyme, est allongé au milieu de la rue. Le bolide disparaît.

Très court moment de stupeur ; immédiatement l'ensemble des passants (quelques Français, de très nombreux jeunes noirs et arabes, s'organisent. Certains ont déjà relevé le numéro minéralogique du fuyard ; quelques uns tentent de le prendre en chasse en taxi, se précipitant à la station Barbès, mais là, les chauffeurs ferment les portes de leur voiture et refusent de les charger... D'au-

tres vont immédiatement témoigner au poste de police proche afin de faire rechercher le fuyard et appeler les premiers secours. L'équipe médicale SAMU arrive : examens, soins et immobilisation et perfusion et évacuation sur le bloc chirurgical. La foule est furieuse : une révolte sourde gronde. Certains parlent de chauffeur ivre ? Le véhicule ne zigzagait pas pourtant ?

Le chauffeur semblait mai-

tre de son véhicule ? Interrogations mutuelles et collectives jaillissent de toutes parts. D'autres avancent l'idée d'une opération fasciste. Acte volontaire et criminel, raciste et meurtrier.

Quant à moi, travailleur révolutionnaire, Français, au chômage, arrivant quelques instants après le passage du véhicule, devant la crainte légitime que l'affaire puisse être plus ou moins classée, étouffée, je propose à quelques témoins proches, deux camarades arabes, dont l'un fonctionnaire de santé, Algérien, un Français et moi-même, de rédiger sur le champ le compte rendu des informations de cet acte de violence fasciste et raciste. Nous décidons de donner le numéro du véhicule, son signalement, relater les faits exacts et transmettre à la presse afin que l'ensemble de la population soit informée et reste vigilante, la police ne doit pas classer l'affaire, la population peut et doit exiger des nouvelles sur l'état de santé de ce camarade, très grièvement blessé, évacué par SAMU, sur l'hôpital le plus proche.

Compte rendu  
Rédaction Collective  
sur le terrain  
quatre témoins  
Paris le 11/12/76. 23 h 45

## Le dossier d'Arenc devant la Chambre d'Accusation d'Aix

### RACISME D'ÉTAT ET RACISME SUPPLÉTIF

La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence examinait hier le dossier de la prison clandestine d'Arenc à Marseille. Elle devait décider si le juge d'instruction chargé de l'affaire avait le droit de demander l'inculpation des fonctionnaires mis en cause. Le ministère public a déjà tenté d'étouffer l'affaire en demandant le non lieu à propos du préfet de police dont le juge d'instruction demandait l'inculpation. Poniowski, pour sa part, avait prétendu que la détention des immigrés au centre d'A-

renc était légale et sous contrôle de l'autorité judiciaire ce qui est absolument faux.

Ce racisme d'État se double d'un racisme parallèle : crimes, assassinats et tenta-

tives d'assassinats dans lesquels sont souvent impliqués des individus qui touchent de près aux polices privées du pouvoir quand ce n'est pas le fait de policiers eux-mêmes.

L'actualité en fournit de nouveaux exemples.

#### Aix-en-Provence

### LA MUNICIPALITÉ PS EXPULSE DES IMMIGRÉS

Le bidonville de la Pioline à Aix en Provence a été expulsé par la force. La trentaine de familles de travailleurs immigrés qui y résidait a été placée dans une cité de transit. Trois familles arabes se sont opposées à cette opération disant qu'elles préféreraient la prison des Baumettes que le logement qui leur a été attribué de force par la municipalité PS. Elles réclament un logement dans des appartements HLM décentes. Malgré les demandes insistantes de ces familles soutenues par les organisations syndicales, le PS refuse sous le prétexte raciste de l'incompatibilité d'intégration des immigrés.

Hiers, à l'appel du comité de soutien aux immigrés, une délégation s'est rendue au Palais de justice d'Aix afin de se joindre aux trois familles immigrées et protester contre l'expulsion qui doit être signifiée et pour exiger un logement en HLM.

Correspondant Aix en Provence

## Impôts locaux

# NON A LA HAUSSE

Pour certains, les impôts locaux doivent être payés, dernier délai aujourd'hui. Pour d'autres ils ne sont exigibles qu'à partir d'aujourd'hui, la limite pour payer étant fixée au 15 janvier. Cette année encore, la plupart des contribuables ont constaté une augmentation importante de leur taxe d'habitation. C'est l'impôt le plus payé, en principe toutes les familles le payent quelles que soient leurs ressources.

Ce sont les familles populaires qui doivent pour payer cet impôt prélever sur un salaire insuffisant qui sont le plus durement touchées.

Depuis la réforme de 74 qui a modifié le mode de calcul des impôts locaux, la contribution mobilière a été remplacée par la taxe d'habitation. Celle-ci est calculée sur la base de la valeur locative de l'appartement habité. La taxe locative brute est fixée par l'administration centrale, les municipalités peuvent décider d'y appliquer des abattements en fonction du nombre de personnes à charge. A la valeur locative imposable, s'applique différents taux d'imposition fixés par le département, la commune, le syndicat communautaire et la région. Le taux le plus élevé est celui fixé par le conseil municipal.

Chacune de ces collectivités locales perçoit le montant du produit de la valeur locative imposable par le taux de l'impôt qu'elle fixe, la répartition étant faite par les services des impôts.

d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe professionnelle constituent la plus importante source de revenus des municipalités. En raison de l'augmentation incessante de leurs dépenses obligatoires et la diminution des recettes provenant de l'Etat, la plupart des municipalités augmentent les impôts locaux. Or elles ne peuvent pas augmenter une taxe indépendamment d'une autre, le taux d'imposition doit être le même pour chacune des taxes, pour celles payées par les locataires comme celles payées par les patrons. Cette année les taxes d'habitation ont souvent augmenté considérablement : + 17,7 % à Paris, plus dans d'autres villes de 35 à 40 %, parfois même, certaines ont plus que doublé.

LA PRINCIPALE SOURCE DE REVENUS DES MUNICIPALITÉS

DÉGRÈVEMENTS POUR LES PATRONS PAS POUR LES TRAVAILLEURS

Les impôts locaux qui comprennent outre la taxe

Alors que pour la taxe professionnelle qui rempla-

çait la patente, le gouvernement a consenti d'importantes réductions aux patrons qui se plaignaient de fortes augmentations du fait du nouveau système (2,7 milliards de dégrèvement), il n'est pas question de consentir des baisses sur les taxes d'habitation. Le moindre retard sera sanctionné par une majoration de 10 %, et les familles qui ne pourront pas payer risquent des saisies.

La meilleure façon de s'opposer à l'augmentation de la taxe d'habitation est de mener une lutte collective exigeant des dégrèvements ou des exonérations, de telles luttes ont amené certains succès. En cas d'impossibilité de payer, ou de difficulté, en cas d'erreur également, il faut écrire au directeur des services fiscaux du département ou de la ville concernés, le plus rapidement possible. On peut demander des délais de règlement, l'étalement du paiement sur plusieurs mois, on peut également réclamer un dégrèvement partiel ou l'exonération totale.

Ne sont pas imposables :  
- Les personnes âgées de plus de 75 ans non imposables sur le revenu.  
- Les invalides titulaires de la carte non imposables sur le revenu.  
- Les personnes percevant le Fonds National de Solidarité.  
- sont dégrévées, les personnes âgées de plus de 65 ans vivant seules non imposables sur le revenu dont la valeur locative de dépasse pas 5 472 F.

### NOVEMBRE : NOUVELLE PROGRESSION DU CHÔMAGE L'EMBAUCHE SE RALENTIT

Les chiffres officiels de l'emploi pour novembre sont connus, malgré la minimisation du chômage qu'ils opèrent, ils traduisent une augmentation en novembre du nombre de chômeurs. Au cours du mois de novembre, le nombre officiel de demandes d'emplois non satisfaites est passé de 1 025 300 à 1 041 300, soit seize mille chômeurs supplémentaires (+1,6 %). Les offres d'emploi non satisfaites connaissent par contre une chute vertigineuse : -13,5 %. En un an le nombre de demandes d'emploi a augmenté de 14 % en un an.

Selon toute vraisemblance le chômage devrait s'accroître dans les prochains mois, étant donné les perspectives de licenciements massifs et le blocage de l'embauche dans les autres secteurs.



Est-ce la première aire de jeu de la ville nouvelle du Vaudreuil dans l'Eure ? Les habitants de cette ville nouvelle en cours de construction ont en effet découvert un matin cinq cent fûts abandonnés à proximité du centre de loisirs. Mais ce n'est pas de l'huile de vidange qu'ils contiennent, mais des produits très toxiques : au total, 60 tonnes de poison. Un industriel de la région a trouvé un nouveau moyen pour se débarrasser incognito de ses déchets, à peu de frais. Une opération criminelle ! Le transfert des fûts commencera aujourd'hui.

● CRIME RACISTE À AUBUSSON : Elaid Djennati, Algérien, 36 ans, manœuvre a été abattu de sang froid d'une balle de carabine 22 long rifle dans la tête et son compatriote Mohamed Ben Abed a été gravement blessé à Aubusson dimanche dernier alors qu'ils sortaient d'un bar. Le tueur les avait précédemment pris à partie au comptoir du bar et les attendait à la sortie.

# St Nazaire

C'est ainsi qu'alors que les syndicats «avaient fait preuve de bonne volonté» en acceptant d'évacuer le «Bellamia», et que tout le monde s'attendait à l'ouverture des négociations, la direction a remis en avant les autres conditions préalables à toute rencontre — à savoir un constat par huissier qu'il n'y a eu aucune dégradation sur le chantier ou sur le pétrolier. Elle a rappelé aussi qu'elle chercherait à avoir l'assurance (avant d'engager les discussions sur la levée du lock-out) «qu'aucune initiative nouvelle d'occupation ne serait dorénavant prise par les syndicats». Enfin elle exige que les négociations se déroulent à Paris! Même si tout le monde s'attend aujourd'hui à ce que des aménagements soient trouvés par le sous-préfet pour que les négociations s'engagent mercredi, on mesure la volonté de provocation de la direction...

Reste que si maintenant beaucoup de travailleurs ne voient pas d'autres perspectives dans un premier temps que la levée du lock-out, les travailleurs des chantiers ne peuvent accepter de revoir remis en cause pour cette année les acquis — notamment salariaux — des acquis qui sont le résultat de nombreuses grandes luttes qu'ils ont menées. Ils savent d'autre part que si l'on ne remporte pas une victoire à propos de la

et 8 000,  
à 10 h devant  
la sous-préfecture

reconduction des accords salariaux, il sera dur de s'opposer à la vague de licenciements, qui au chantier aussi s'annonce dans les mois qui viennent.

R.D

# LA DIRECTION VEUT BRISER LA LUTTE



LUNDI MATIN :  
A 8 heures, ils étaient 3 000 au meeting devant l'usine...



## QUESTIONS SYNDICALES

SGEN-CFDT DU CNRS

# "Les vrais coucoucs sont au PS"

## ● A propos des récentes déclarations d'Edmond Maire

La section nationale SGEN-CFDT du Centre national de la recherche scientifique proteste vigoureusement contre les récentes déclarations d'Edmond Maire (1) à la télé, et contre la teneur de l'éditorial de *Syndicalisme Hebdo* n° 1625.

Ces déclarations, cet éditorial, nous paraissent d'autant plus inquiétants qu'ils font suite à un ensemble de faits que nous avons admis de plus en plus difficilement.

- l'opération des «Assises du socialisme»
- la façon dont furent menés certains débats à l'occasion du 37<sup>e</sup> congrès.
- les positions du bureau confédéral, l'été dernier, concernant la «coordination des luttes»
- la suppression de la tribune libre dans *Syndicalisme Hebdo*, etc.

Nous constatons :

### UN MÉPRIS FANTASTIQUE DES ADHÉRENTS

Quelques exemples de phrases intolérables dans les récentes déclarations.

- «la naïveté... des militants (...) qui cherchent à avoir le langage le plus radical possible et deviennent une masse de manœuvre de l'ultra-gauche»
- «Croire qu'on possède une analyse scientifique parce qu'on a lu Marx ou qu'on écoute sagement un topo par un formateur

CFDT qui répète ce qu'il a entendu dire par tel ou tel universitaire...»

Ces phrases, et bien d'autres avec elles, révèlent un fantastique mépris de l'adhérent qui dépasse les craintes que nous pouvions avoir jusqu'à présent concernant l'esprit bureaucratique. La CGT au reste ne s'y est pas trompée. Elle se félicite de voir la CFDT en 1976, agir comme elle le fit elle, CGT, en 1968.

### STOPPER LE DÉBAT D'IDÉES AU SEIN DE LA CONFÉDÉRATION ?

Depuis une dizaine d'années la CFDT tire une partie de sa force de l'ampleur du mouvement d'idées qui l'anime. Le débat, ouvert et incessant, est un pôle d'attraction pour de nouveaux adhérents. S'en prendre à l'extrême-gauche organisée qui «manifeste une volonté constante de subordonner l'organisation à une pensée préétablie», c'est en fait tenter d'endiguer le débat par peur qu'il n'entraîne trop loin. D'une certaine façon, c'est avouer une faiblesse dans notre analyse. Pour dénoncer «le cléricalisme marxiste» encore faut-il l'avoir dépassé... Pour notre compte, nous exigeons que le débat d'idées se poursuive sans exclusive au sein de la confédération.

### RÉDUIRE LA MINORITÉ DU CONGRÈS AU SILENCE

Une ambiguïté constante apparaît dans ces déclarations. Le bureau national reconnaît lui-même que les militants organisés des formations d'extrême-gauche ne représentent qu'un faible pourcentage des adhérents de la confédération. Pourtant, lorsqu'il s'en prend aux «gauchistes» et aux «basistes», Edmond Maire en estime le nombre à 20 % des effectifs. Cette proportion en fait est celle du fort courant minoritaire (jusqu'à 35 % dans certains votes) qui a marqué ses réserves lors du 37<sup>e</sup> congrès, à l'égard de la politique de l'équipe dirigeante de la CFDT. Sous prétexte de s'en prendre aux gauchistes et aux basistes, il paraît bien qu'Edmond Maire, en fait, tente de réduire au silence l'opposition qu'il a subie au 37<sup>e</sup> congrès.

### UNE MAJORITÉ MANIPULATRICE

En faisant l'amalgame entre certains individus délibérément anti-CFDT et les «gauchistes», en accusant constamment une poignée de militants politiques d'être manipulatrice, c'est bien la majorité qui l'est devenue. La lutte dirigée contre les basistes et les gauchistes, considérés comme ennemi n° 1 de l'organisation nous apparaît comme destinée à masquer une opération que nous jugeons beaucoup plus

néfaste. Les vrais coucoucs, aujourd'hui, à notre sens, sont au parti socialiste. Il n'est, pour s'en convaincre, que de se rappeler la façon dont fut menée l'opération des «Assises du socialisme», la prolifération actuelle des adhérents PS dans toutes les instances dirigeantes. Le danger, actuellement, à la CFDT, c'est bien l'alignement progressif sur les positions du parti socialiste.

### CONTRE L'ESPRIT BUREAUCRATIQUE

La section nationale CNRS du SGEN-CFDT dénonce en conséquence l'esprit bureaucratique des dirigeants de notre confédération. Pour nous, il n'est pas question, que «l'état d'esprit anti-bureaucratique prenne des allures anti-organisation». C'est bien au nom de la CFDT, notre organisation, que nous lutterons contre cette bureaucratie qui s'instaure.

La commission exécutive

(1) E. Maire était mandaté par les instances dirigeantes de la confédération. C'est une politique que nous critiquons et non son porte-parole, bien évidemment.

Extraits de la «tribune des Académies» de *Syndicalisme Universitaire* n° 692 de décembre 1976

# INTERNATIONAL

## L'URSS DOIT RÉDUIRE SES PRISES DE POISSON DES DEUX TIERS

Les pays de la Communauté économique européenne ont décidé d'exiger de l'URSS qu'elle accepte de réduire ses prises de poissons à 200 000 tonnes contre les six cent mille qu'elle pêche aujourd'hui à l'intérieur de la zone de 200 milles marins dont l'exclusivité entrera en vigueur au premier janvier. Si dans trois mois l'URSS n'a pas répondu à cette offre, ses navires seront purement et simplement chassés des eaux européennes, a menacé le conseil de la CEE.

La fermeté apparente de cette position est doublée d'une reconnaissance du fait accompli que l'URSS a voulu imposer en lançant ses navires dans les eaux de Manche et de mer du Nord. «Vous ne pouvez demander à des pêcheurs traditionnels de cesser d'un seul coup

leur activité» a dit le responsable aux négociations avec les autres pays sur ces questions. Le déploiement des flottes soviétiques en tous genres n'est pas étranger à ces positions «conçues» qui conduisent à reconnaître aux Soviétiques le droit de pêcher 200 000 tonnes dans les eaux européennes, alors que tous les pays européens réunis n'en pêchent que 65 000 tonnes dans les eaux situées dans les 200 milles marins de l'URSS. La politique d'intimidation menée par l'URSS lui permet d'imposer ses droits sur les mers européennes : c'est là l'essence de la politique agressive de l'URSS en Europe du Nord. Tout en essayant de gagner l'avantage stratégique, elle veut imposer les droits soviétiques sur les régions les plus éloignées de l'URSS.

## L'URSS VEUT FAIRE DE LA FINLANDE SON SATELLITE



Ayant une longue frontière avec l'URSS, la Finlande est soumise à une pression constante.

Dans la presqu'île de Kola se trouvent concentrées d'importantes troupes soviétiques. Depuis la construction du canal reliant la Baltique à la Mer Blanche c'est devenu une zone stratégique essentielle de la marine soviétique, aggravant encore les pressions sur la Finlande.

L'ambassadeur soviétique en Finlande a eu l'audace de proposer des cérémonies conjointes à l'occasion des cérémonies du soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre et de l'indépendance de la Finlande.

Les deux anniversaires coïncident parce que l'effondrement de la dynastie tsariste qui opprimait brutalement la Finlande a correspondu à la proclamation de l'indépendance finlandaise. La proposition soviétique, la première du genre à l'égard de la Finlande, est une tentative de transformer la solidarité entre le peuple finlandais et le prolétariat révolutionnaire russe, tissée dans la lutte contre les tsars, en une nouvelle politique de domination de la Finlande, une tentative pour faire admettre que l'indépen-

dance de la Finlande a dépendu en fin de compte de l'URSS et que par conséquent la Finlande devait accepter sa dépendance à l'égard de l'URSS.

Cette position montre toute la distance qui sépare l'URSS née de la Révolution d'Octobre de l'URSS actuelle. Après Octobre, le prolétariat russe saluait l'indépendance de la Finlande. Aujourd'hui Brejnev veut imposer la domination soviétique sur la Finlande.

C'est tout ce qui sépare un État socialiste, un État de dictature du prolétariat, d'un État impérialiste, un État de dictature de la bourgeoisie d'État qui exerce la dictature fasciste contre son peuple et exerce chantage, diktat, pressions pour soumettre les pays voisins.

Hier, le premier ministre roumain arrivait à Paris. Les industriels français se pouléchaient, notamment Renault, qui espèrent trouver des contrats comme retombées

### UN SECRETAIRE D'ÉTAT HONGROIS A PARIS

Précédant Manescu, le secrétaire hongrois aux Affaires Étrangères est venu à Paris. Était-il représentant des propositions du pacte de Varsovie en prévision de la conférence de Belgrade ? En tout cas, il voulait discuter également des échanges commerciaux franco-hongrois qui s'élèvent à un milliard, commerce important pour la Hongrie qui lui permet de desserrer l'étouffement soviétique.

## LES DIFFICULTÉS DE L'EUROPE DE L'EST

### LE PREMIER MINISTRE ROUMAIN A PARIS

de la «bonne entente» entre Paris et Bucarest. Depuis 1966, Renault a mis en place les usines Daclia, dont l'installation s'intégrait dans le développement multilatéral prôné par la Roumanie pour échapper à la division internationale du travail, imposée par les Soviétiques dans le COMECON. Aujourd'hui, les trusts français espèrent pouvoir installer de nouveaux complexes, tirer des marchés et des profits de la volonté roumaine de rester indépendante.

Comme lors de son voyage en Yougoslavie, Giscard apparaît comme le porte-parole des pays du Marché Commun à l'égard de l'Europe de l'Est et le fond même des discussions, si elles se traduisent par de nouveaux marchés, sera la question de la situation depuis la conférence d'Helsinki, en prévision de la réunion de Belgrade en

1977 qui réunira les pays signataires de la conférence.

Ainsi, Giscard poursuit sa

● ALLEMAGNE DE L'EST : ENCORE DEUX INTELLECTUELS «AUTORISÉS» A ÉMIGRER : «L'autorisation d'émigrer donnée à deux intellectuels, l'écrivain Thomas Brasch et l'actrice Katharina Thalbach à la suite de leur soutien à Wolf Biermann, le chanteur déchu de sa nationalité allemande, est en réalité un exil. La chanteuse Nina Hagen à l'égard de laquelle la même mesure avait été prise, avait reçu son autorisation d'émigrer sous la forme d'un ordre de quitter son pays avant le 12 décembre.

politique de la CEE de contrer cas par cas les tentatives soviétiques pour s'imposer en Yougoslavie comme en Roumanie, c'est leur tentative de favoriser des brèches profondes entre les pays d'Europe de l'Est et l'URSS.

### URSS-TCHÉCOSLOVAQUIE NOUVEAUX CONTRATS

L'URSS a signé de nouveaux contrats avec la Tchécoslovaquie pour lui livrer 4,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Les prix n'ont pas été rendus publics. Cependant, les hausses massives de prix du pétrole soviétique livré aux pays d'Europe de l'Est comme la politique de rapine organisée autour du gaz iranien qui double de prix quand l'URSS sert d'intermédiaire entre l'Iran et ses clients, laissent présumer que la Tchécoslovaquie devra payer le prix le plus élevé possible.

## CHINE

### 2<sup>e</sup> CONFÉRENCE NATIONALE POUR S'INSPIRER DE TATCHAI DANS L'AGRICULTURE

### L'ESSOR D'UN PUISSANT MOUVEMENT DE MASSE

L'an dernier le Parti Communiste Chinois avait convoqué la première réunion. Le président Hua Kuo-feng avait dressé un bilan de la pratique des centaines de millions de paysans chinois en présence de trois mille sept cent représentants. La nouvelle tâche dans les campagnes était définie : la nécessité urgente et la possibilité de généraliser à l'échelon national les districts de type Tatchai.

Au cours de l'année ce mouvement prit un grand essor : trois cents districts avancés dans le mouvement pour s'inspirer de Tatchai se sont renforcés, une centaine de nouveaux districts ont pris place «aux premières lignes de ce mouvement».

### UN ÉLÉMENT IMPORTANT DE LA LUTTE ENTRE LES DEUX CLASSES LES DEUX VOIES, LES DEUX LIGNES

«Suivre Tatchai ou non constitue un des éléments importants de la lutte qui se déroule à la campagne entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes», écrit le Renmin Ribao dans son éditorial. Et les résultats obtenus, l'essor que le mouvement «pour s'inspirer de Tatchai» a connu, sont le fruit d'une lutte intense dont l'enjeu est l'avenir même du socialisme en Chine. «Les quatre» vouaient une haine

La 2<sup>e</sup> Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture s'est ouverte à Pékin en présence de cinq mille représentants venus de diverses parties du pays. Cette conférence représente un des mouvements de masse les plus importants aujourd'hui en Chine. Il se trouve depuis plus d'un an au cœur de la lutte entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes.

implacable à ce mouvement tentant en vain de la et, dès son ouverture s'employaient à créer des difficultés à la conférence, fourvoyer. Après la conférence, ils multipliaient les activités de sape. Leur but

criminel était de saboter la révolution et l'édification socialistes à la campagne, de ruiner l'économie nationale basée sur l'agriculture, et de renverser la dictature du prolétariat. C'était là un élément important de leur complot pour s'emparer du pouvoir dans le Parti et dans l'État», souligne le Renmin Ribao.

C'est l'action de centaines de millions de paysans que les quatre voulaient briser en taxant Tatchai «de révisionnisme» en lui reprochant de s'occuper de la production.

En réalité dans les réalisations de Tatchai et du mouvement pour s'inspirer de Tatchai, dans la mobilisation des centaines de millions de paysans pour produire et pour s'organiser en vue de la production, c'était la révolution qui était en marche, dans ce mouvement se réalisait l'édification du socialisme en Chine. S'attaquer ainsi à ce mouvement au nom de la révolution, était une tentative pour briser un puissant mouvement révolutionnaire.

C'est l'action, la mobilisation, la volonté et la détermination des centaines de millions de paysans chinois engagés dans ce combat qui a brisé cette tentative.

(Nous reviendrons prochainement sur cette conférence extrêmement importante).





## INTERNATIONAL

## PALESTINE OCCUPÉE

Gaza, Hebron, Jérusalem, Naplouse, Ramallah

le peuple palestinien  
contre l'occupation

Depuis une semaine, les manifestations ont pris une nouvelle vigueur en Palestine occupée, notamment en Cisjordanie occupée depuis 1967.

Au nord d'Elqods (Jérusalem) les patrouilles israéliennes ont été attaquées à proximité du camp de Kalandiya. Des barricades faites de pneus incendiés, étaient installées sur le chemin des patrouilles, les voitures de l'armée étaient lapidées. Toutes les forces sionistes de Jérusalem Est ont été mises en état d'alerte. Les Palestiniens de Jérusalem s'approprièrent à organiser à leur tour des manifestations. Les commerçants palestiniens ont baissé leur rideau.

A Naplouse le peuple palestinien était dans la rue. Les marchands avaient fermé leur boutique et les étudiants avaient déserté les écoles. Toute la journée des manifestations se sont déroulées. La ville était complètement bouclée par l'armée. Les troupes d'occupation utilisèrent les gaz dits lacrymogènes pour disperser les manifestations.

A Ramallah les occupants ont envahi la casbah pour pourchasser les manifestants. Dix huit Palestiniens ont été ainsi arrêtés. A Gaza, une manifestation de femmes a envahi l'hôtel de ville pour protester contre les conditions de détention de leurs parents.

Partout dans la Palestine occupée, s'organise la lutte contre l'occupant sioniste. Une manifestation dans Gaza complètement quadrillée par l'armée israélienne qui surveille en permanence la région, c'est la combativité du peuple palestinien, des manifestations dans toute la Cisjordanie, c'est déjà l'oc-

cupation sioniste qui est ébranlée.

Ces manifestations mettent en échec les diverses tentatives de judaïsation imposées par l'occupant. Elles s'opposent aux expropriations des terres pour l'armée sioniste et à la colonisation sioniste, depuis plusieurs mois. Aujourd'hui s'y ajoute la lutte contre l'imposition de la TVA israélienne. Non seulement cette TVA augmenterait les prix des produits de première nécessité, mais en plus elle représente une nouvelle tentative d'intégrer complètement la Cisjordanie à Israël.

Il y a maintenant treize mois que le mouvement de masse notamment sous la forme de manifestations se poursuit sans interruption. Et ce mouvement, particulièrement vigoureux mobilise tout le peuple palestinien dans toute la Palestine. Le 30 mars c'était la journée de la terre où tous ensemble tous les détachements du peuple palestinien ont lancé un grand coup à l'ennemi sioniste.

En septembre, la Galilée, occupée depuis 1948 était dressée contre le gouverneur raciste qui voulait chasser les Palestiniens de chez eux. Aujourd'hui c'est plus particulièrement le peuple palestinien en Cisjordanie qui combat. Mais partout la lutte se poursuit. La voilà la Résistance Palestinienne, la résistance du peuple palestinien que l'on veut étouffer en tentant d'écraser l'Organisation de Libération de la Palestine. Tant que celle-ci plongera ses racines dans ce puissant mouvement, il sera impossible de la rayer, de rayer le peuple palestinien, ses aspirations et ses exigences du Moyen Orient.



Lundi, à Jérusalem, un soldat sioniste blessé dans les manifestations est évacué vers une ambulance

Réunion du conseil central  
palestinien

Le Conseil Central de l'Organisation de la Palestine s'est réuni à Damas en présence de Yasser Arafat, président de l'OLP et de Zouheir Mohsen, responsable de la Saika. Cette organisation avait été suspendue de l'OLP en raison de son attitude lors de la guerre au Liban. Un communiqué publié à l'issue de la rencontre préparatoire entre l'OLP et la Saika appelait notamment à «consolider l'unité nationale».

## MOYEN-ORIENT

LETTRE OUVERTE  
DE R. EDDÉ  
A SARKIS  
«Préciser  
la mission  
des forces arabes  
de dissuasion»

Le responsable chrétien Raymond Eddé a publié une lettre ouverte dans laquelle il demande à Sarkis, le président libanais : «de prendre les dispositions nécessaires pour mettre un terme aux abus des forces syriennes au Liban». Il dénonce, alors qu'il a été récemment victime d'attentats, «la situation dans laquelle chaque Libanais pourrait se trouver... au cas où son comportement viendrait à déplaire à l'autorité supérieure qui se trouve au Liban». Il met ainsi en lumière sur : «l'urgence qu'il y aurait à faire préciser la mission et les attributions des forces arabes syriennes qui en font partie».

L'ARABIE  
SÉOUDITE PLACE  
SES FORCES EN  
ÉTAT D'ALERTE

L'Arabie séoudite a mis ses forces en état d'alerte après les survols par les avions israéliens de la région de Bal El Mandeb, et des menaces adressées par Israël à l'Arabie séoudite.

L'IRAN  
ATTAQUERA-T-IL  
LE SUD-YÉMEN ?

Le ministre des affaires étrangères du Sud Yemen a annoncé que : «des documents prouvent que l'Iran a l'intention d'entreprendre une certaine action contre nous» à la suite de la destruction d'un avion militaire iranien au-dessus du Sud Yemen. Un autre avion iranien a survolé le pays depuis et l'Iran a proclamé «son droit de riposter».

## AFRIQUE

COOPÉRATION  
ECONOMIQUE  
RENFORCÉE ENTRE LE  
MOZAMBIQUE ET  
LA TANZANIE

Après la session de la commission permanente de la coopération entre la Tanzanie et le Mozambique, une commission conjointe des deux pays a été chargée de mettre sur pied un plan pour joindre les deux pays au-dessus de la rivière de Rovuma qui les sépare au moyen d'un pont de 640 mètres de long et 7 5 mètres de large.

Par ailleurs, le commerce entre la Tanzanie et le

Mozambique doit augmenter. Cela crée les conditions pour la création d'une unité encore plus profonde entre eux, en liquidant les séquelles du colonialisme : les deux pays voisins, colonisés par des impérialismes différents, n'avaient pas de rapports entre eux ! Cela renforce encore l'amitié de combat de ces pays dits «de première ligne» dans le soutien à la lutte du peuple de Zimbabwe contre le régime raciste rhodésien.

AFRIQUE  
DU SUD :  
UN AFRICAIN  
PENDU DANS  
SA CELLULE

Un Sud-Africain noir a été retrouvé pendu dans sa cellule. Il était accusé d'avoir participé à la destruction par bombe d'un restaurant réservé aux blancs. La police prétend qu'il s'agit d'un «suicide».

LE 7<sup>e</sup> MORT

Wellington Tshazibane, 29 ans, diplômé d'Oxford où il avait poursuivi ses études après avoir été renvoyé de Fort Hare en Afrique du Sud, est aussi le septième détenu noir retrouvé mort dans sa cellule depuis le début des soulèvements. Tout laisse penser que c'est un crime des flics, pour liquider les africains politisés.

## EUROPE DU SUD

APRES  
LES ÉLECTIONS  
MUNICIPALES  
AU PORTUGAL

Les résultats définitifs des élections portugaises donnent un net avantage au parti de Soares qui recueille 33,11 % des voix, et surtout conquiert la mairie des principales villes ce qui était avant tout son but. Lisbonne, Porto, Santarem, Setubal, Portalegre et Furo sont devenues villes PS.

Cependant un deuxième fait mérite attention : les révisionnistes de Cunhal ont réalisé un score de 17,65 % tandis que le Mouvement d'unité populaire constitué à la suite de la mobilisation autour de la candidature de Carrillo ne réalise qu'un score de 2,42 %. Ce score semblerait indiquer que, malgré le succès de la campagne de Carvalho, le MUP ait été incapable de proposer une alternative aux propositions révisionnistes, laissant le PCP étoffer à nouveau ses scores électoraux qui étaient descendus à 7 % lors des présidentielles.

ESPAGNE :  
RÉPRESSION  
VIOLENTE  
CONTRE  
UNE  
MANIFESTATION  
APPELANT A  
L'ABSTENTION

Une manifestation regroupant plus de 2000 personnes a été violemment réprimée à la place d'Espagne au centre de Madrid.

La manifestation organisée par le PTE et l'ORT appelait à l'abstention pour le référendum.

L'extrême droite franquiste se déchaîne en organisant une campagne autour de l'enlèvement du président du Conseil d'Etat, Oriol, un commando «Adolf Hitler» a promis de tuer cinq dirigeants de gauche, si Oriol était tué : les franquistes acharnés affirment qu'Oriol est la première victime de la réforme. Cette hystérie ne semble pas être en mesure de remettre en cause les résultats du référendum, par contre elle peut-être une arme de chantage contre les masses et une tentative pour assimiler les aspirations essentielles des masses au terrorisme.

## France-Tunisie :

Renforcement de la coopération  
militaire

A l'issue du voyage de Bourges en Tunisie, celui-ci a assuré le gouvernement tunisien «de la fermeté et de la détermination de l'aide française».

L'impérialisme français va utiliser les commandes d'armes pour tenter d'imposer à la Tunisie qu'elle s'aligne sur la politique française en Méditerranée.

Mexique : le mouvement paysan  
se poursuit

Depuis l'investiture de Portillo, le gouvernement mexicain envisage de revenir sur la décision du précédent président de distribuer les terres des grands domaines d'une province du Mexique aux paysans sans terre. Prise il y a environ un mois, cette décision avait suscité un puissant mouvement de masse, les paysans sans terre envahissant les grands domaines dans plusieurs provinces. Depuis l'investiture du nouveau président, la police est intervenue pour chasser les paysans des terres occupées «illégalement». Les syndicats de paysans ont averti le gouvernement que «Les terres expropriées à Sonora ne doivent pas revenir entre les mains des riches propriétaires. Ceux qui soutiennent ces seigneurs de la terre sont en train de provoquer un soulèvement armé dans toute la nation».

# DANS NOTRE COURRIER

**Devenez  
«ABONNÉ-AMI»  
du  
Quotidien  
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métals
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F .....
- Abonnement de soutien ..... 500 F .....
- Abonnement de soutien ..... F .....

Mode de versement :

- En une fois .....
- En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

NOM (en capitales) .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Ville .....

Lettre de Belleville sur Loire

## PREMIER SUCCÈS DANS LA LUTTE CONTRE LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Belleville-sur-Loire est un petit village situé entre Gien et Cosne, et, comme à Dampierre-en-Burly tout proche, l'EDF a décidé d'y installer une centrale nucléaire.

Montée sous licence Westinghouse, selon la filière américaine, elle comprendrait six réacteurs de un million de KW, ce qui en ferait une des plus grosses et en tout cas, jamais expérimentée à cette puissance en France.

### UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS CONTRE LA CENTRALE

Parmi les 800 personnes venues manifester à Belleville, beaucoup de paysans, mais aussi les militants de l'union locale CFDT de Cosne, ont dit aux élus locaux

et au préfet du Cher ce qu'ils ne souhaitent de la politique nucléaire de la bourgeoisie.

C'est aux cris de «Goudou trahison ! Goudou assassin !» que le conseiller général s'est fait raccompagné à sa voiture. Le vin d'honneur que ces messieurs se sont offerts ensuite sous la protection d'un escadron de gendarmerie a bien failli leur rester dans la gorge ! Les paysans ont d'abord scandé : «Les clowns expliquez-vous ! Dehors les guignols» et ensuite ils ont commencé à démonter à coups de poings la rotonde en bois qui abritait les notables. Il y a fort à parier que sans l'intervention «musclée» des flics, ces messieurs auraient passé un mauvais quart d'heure....

Au cours de la manifes-

tation qui a suivi, les mots d'ordre écrits sur les banderoles ou bien repris par les manifestants mettaient bien en avant le caractère de classe du choix nucléaire : «Choix nucléaire : profit capitaliste, ou bien : nucléaire, mine d'or des capitalistes !».

La nécessaire coordination des luttes est apparue avec : «Larzac, Naussac, Belleville : même combat !»

Quant à l'EDF, pourtant société nationalisée (!), elle fut clairement définie : EDF capitaliste ! (...)

A l'issue de cette manifestation, un certain nombre de points positifs ont été acquis :

- la participation importante des paysans de la région qui semblent décidés à lutter.
- l'intervention des ouvriers de la CFDT à leurs côtés, qui mettent ainsi en avant la nécessité d'une

alliance de classe contre une politique de classe, qu'est la politique nucléaire de la bourgeoisie.

- la prise de conscience, à travers les mots d'ordre, de la nature de classe du problème nucléaire. Le choix du «tout nucléaire» s'inscrit dans la politique d'ensemble de la bourgeoisie acculée aux pires choix, et cela est indispensable à comprendre pour mener une lutte conséquente dans ce domaine (...).

**LYON : CINÉMA FAMILIA**  
261 RUE DUGUESCLIN  
Tél. 72 88 91  
du 15 au 21 décembre  
«Les dupes», film syrien de Tew Fik Salah

La destinée tragique de trois Palestiniens qui tentent le tout pour le tout et franchissent la frontière du Koweït. De l'autre côté, le pétrole, le travail et ils périssent étouffés dans une citerne surchauffée...

Film symbole pour un peuple qui erre d'une porte à l'autre et se meurt sur toutes les terres d'exil.  
- Vendredi 17 et samedi 18 décembre à 21 h. Débats sur le problème palestinien.

---

**MERCREDI 15 DÉCEMBRE AU SOIR**  
26 RUE FOURIER - PARIS 13<sup>e</sup>  
RÉUNION DÉBAT SUR LE MOUVEMENT BRETON  
DE 1919 A 1945

---

**METZ : RÉUNION DÉBAT SUR LA CHINE**

- Quel est le rôle des masses chinoises dans la situation actuelle en Chine.
- Comment prennent-elles en main la lutte contre le révisionnisme et contre la ligne anti-parti des Quatre ?
- Comment d'après les enseignements de Mao Tsé-toung et du PCC, tout le peuple chinois fait la révolution et développe la production ?

Pour répondre à toutes ces questions,  
Venez nombreux le 16 décembre 1976 à 20 h  
à la Maison Rouge de Metz,  
Rue du Coëtlosquet,  
Pour une réunion-débat du PCRml

---

SECTION DE BORDEAUX DU PCRml  
MEETING-DÉBAT  
VENDREDI 17 DÉCEMBRE A 20 h 30 SALLE DEL'AIGLON  
PLACE PUY-PAULINA BORDEAUX

Avec des travailleurs de l'aéronautique, de la Chimie, de l'alimentation, des employés de la Sécurité Sociale, etc...

Thème du débat :

- Comment coordonner les luttes aujourd'hui ?
- Attendre 78 ?
- Que faut-il en attendre ?
- Le Front de Lutte Contre la Crise.

## La lutte des locataires à Villejuif

Vous avez déjà publié un article concernant nos problèmes de logement, dans vos colonnes, il y a quelques temps (ODP du mois d'octobre). Nous vous en remercions et tenons à vous faire connaître l'évolution de la situation.

Vous vous souvenez peut-être qu'un locataire, membre de notre amicale, avait été alors menacé de mise à la porte le 31.12.76. Nous avons développé depuis, sur le quartier, des actions visant à empêcher cette mise à la porte, en faisant signer une pétition qui a reçu un écho très favorable de la part des habitants de notre quartier (près des trois quarts ont signé la pétition). Nous savons désormais que cette mise à la porte ne pourra point se dérouler sans l'opposition active de nos voisins.

Une grève totale du paiement du chauffage est entreprise depuis deux mois afin d'obtenir satisfaction pour nos revendications. Le propriétaire et l'agence Inter Mondiale Omni Vente (agence qui se permettait déjà de réclamer des commissions supérieures à celles prévues par le journal officiel) répliquent à celle-ci en coupant le service chauffage. Très vite, la température a atteint 8° dans nos appartements, provoquant de nombreuses maladies chez les jeunes enfants et même les adultes. On essaye d'y répliquer en se procurant le maximum de radiateurs électriques et la riposte s'organise de ce côté-là. Mais, nous restons bien conscients que seul un rapport de forces en notre faveur pourra changer quelque chose dans nos mauvaises conditions de logement. Toutes nos actions visent à l'établir.

Amicale des locataires CNL  
du 74, rue de Gentilly  
à VILLEJUIF (94800)

**AFFAIRE PAPINSKI**

Qui a envoyé à Papinski un chèque CCP de 200,00 F vers le 5 décembre ? Urgent, ce chèque ayant disparu.

Papinski BP 18  
54 310 HOMECOURT



TÉLÉPHONEZ  
au QUOTIDIEN

203 65 61

de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Le groupe Rosta (musique et théâtre), (professionnels) cherche un accordéoniste pour un travail artistique lié aux luttes ouvrières.  
Pour tous renseignements, téléphonez au 544 01 94 ou au 533 12 03.

## feuilleton

325 000  
FRANCSde  
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

69<sup>e</sup> épisode

Busard arriva un peu avant quatre heures.

« Ça va plus vite, dit joyeusement le Bressan.

— Ce serait fameux si nous étions payés aux pièces, dit Busard. A l'heure, nous sommes volés.

— Nous toucherons moins?

— Tu es champion!

— Pourquoi?

— Champion d'idiotie », dit Busard.

Il regarda les autres ouvriers, qui finissaient leur premier poste de huit heures à la nouvelle cadence. Le changement de rythme n'était pas perceptible. Les mouvements restaient aussi lents que par le passé; c'était un repos, un mouvement qui n'existait pas qui avait été supprimé; cela ne se voit pas. C'était à peine si les hommes avaient l'air un peu plus ensommeillés que d'habitude.

La division de leur journée en six postes de quatre heures rendit le Bressan et Busard moins sensibles à l'augmentation de la somnolence si particulière, qui caractérise le service de la presse à injecter.

Ce fut pendant les pauses entre les postes qu'ils sentirent d'abord les effets de la fatigue accrue. Le Bressan dormit moins profondément; il esquissait le geste de trancher le cordon, de séparer les carrosses jumelés; il se réveillait en sursaut, cherchant le voyant rouge. Busard dormait encore moins qu'auparavant; dès qu'il s'étendait sur le lit, il sentait des crampes, comme le besoin de pédaler; il se jetait hors du lit, d'un coup de ciseau des jarrets; mais dès qu'il était debout, il se retrouvait les jambes molles; et faute de vrai sommeil, il n'était jamais plus complètement réveillé. Plusieurs fois par jour, ses joues devenaient brûlantes, ses extrémités glacées. Il se sentait comme quelqu'un qui vient de boire un verre de vin après un long jeûne. Il passait la main sur son front, comme pour enlever les fils de la Vierge qui collent au visage quand on se fraie un chemin dans un taillis.

Le 15 novembre, les deux garçons n'avaient plus que trois jours à passer à l'atelier pour achever d'accomplir leur tâche.

Après le poste de l'après-midi, le Bressan, au lieu de rentrer comme d'habitude chez les Busard, s'étendit sur des sacs de matière plastique dans un apprentis adossé à l'atelier. A huit heures du soir, Busard vint le réveiller et s'allongea à son tour sur les sacs.

A minuit, le Bressan revint dans l'apprentis. Busard était étendu sur les sacs, légèrement soulevé sur le coude, les yeux ouverts.

« C'est ton tour », dit le Bressan.

Busard ne répondit pas, ne bougea pas.

« Il est minuit passé! »

Pas de réponse.

Le Bressan poussa le cri de guerre de son village.

Busard sursauta et se trouva debout.

« Quoi, demanda-t-il, qu'est-ce qui se passe?

— Tu dormais les yeux ouverts.

— Je ne dormais pas.

— La preuve que tu dormais, c'est que tu n'as pas entendu ce que je te disais.

— Tu as poussé ton cri de sauvage.

— Avant de crier je t'ai parlé.

— Alors, c'est vrai que je dormais.

— Les yeux ouverts », insista le Bressan.

Il examina Busard en silence.

« Qu'est-ce que j'ai? demanda Busard.

— Dépêche-toi... Il y a dix minutes que la machine ne fonctionne pas.

— J'y vais.

— Ecoute... Si tu as trop sommeil, réveille-moi avant l'heure. Moi, je tiens mieux le coup.

— Penses-tu », protesta Busard.

(à suivre)

«LA PAROLE OUVRIÈRE»  
(1830-1861)

(ÉDITIONS 10-18)

«Ce livre rassemble des textes rédigés entre la Révolution de 1830 et le coup d'Etat du 2 décembre 1851 par les militants ouvriers pour exprimer les protestations et les aspirations de leur classe : brochures, articles, lettres, poèmes, affiches».

C'est ainsi que ceux qui ont rassemblé et présenté ces textes présentent leur ouvrage.

Nous ne pouvons qu'approuver leur démarche, puisqu'elle permet de reconstituer, peu à peu, (avec toutes les difficultés rencontrées dans la recherche de ces documents) une histoire et une littérature des travailleurs.

Cette sorte d'entreprise s'est multipliée d'ailleurs, en particulier depuis 68 avec la revue «le peuple français», la collection amorcée «le peuple prend la parole», et plus récemment, «la mémoire du peuple».

Mais cela ne fait-il pas partie des tâches des intellectuels progressistes et révolutionnaires que de mettre leur méthode, leur familiarité avec les livres et les bibliothèques au service de la construction, du regroupement d'un savoir qu'à toujours tenté d'étouffer, de faire disparaître la classe dominante ?

Les lecteurs du Quotidien du Peuple ont pu juger de la valeur, politique et littéraire conjuguée, d'un livre comme «les mémoires et aventures d'un prolétaire» de Norbert Truquin, paru en feuilleton l'an dernier.

Cet ouvrage-là a eu la chance d'être déterré de la poussière de la Bibliothèque Nationale; mais combien d'écrits d'une richesse aussi grande, dormant encore, complètement ignorés, dans les greniers, dans les archives, dans les bibliothèques, souvent à l'état de manuscrits car les ouvriers étaient rarement reçus dans les grands bureaux douillets des éditeurs pour signer des contrats !

Des livres qui pèsent plus lourd de vérité humaine et sociale, d'une plus grande densité d'expression que la plupart des œuvres célèbres de nos «grands auteurs».

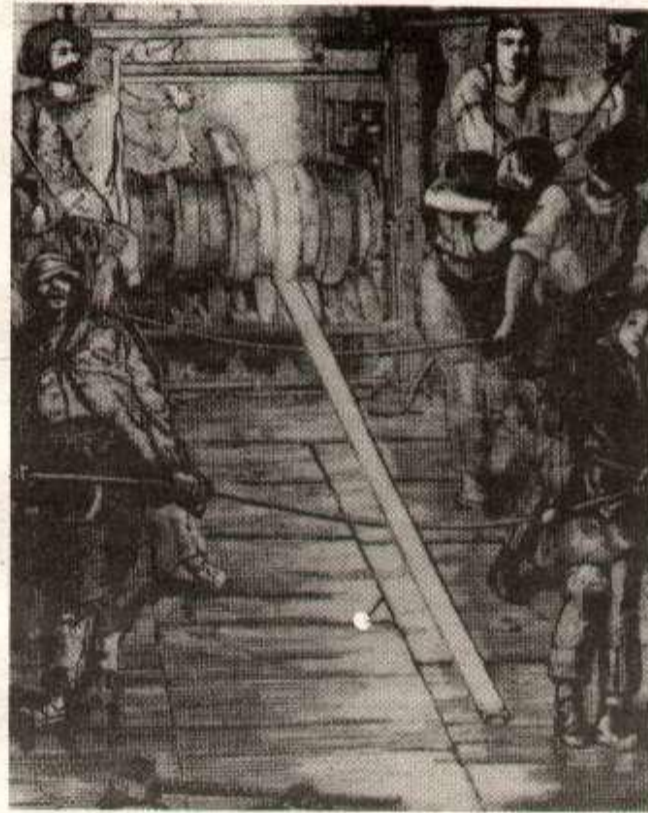
Pour en revenir à «la parole ouvrière», ce qui frappe à la lecture de ces textes (pétitions, articles, lettres, extraits de livres), c'est à la fois une critique aiguë des manigances, des grandes escroqueries des «républicains» bourgeois et

uns au profit des autres ; il s'ensuit que les capitaux se concentrent dans quelques mains ; ceux qui les possèdent sont les maîtres du peuple ; c'est pour eux que nous travaillons, c'est pour eux que nous souffrons ; c'est nous qui payons leurs palais, leurs lambris dorés, leurs équipages, sous les roues desquels ils nous broient en passant ; c'est nous qui payons leurs brillantes parures, les bals, les soirées,

per ; laissez à ceux qui ont des loisirs le soin de faire les affaires ; d'ailleurs, vous n'y connaissez rien ; la discussion, la confection des lois sont bien au-dessus de votre intelligence bornée ; et puis vous ne sauriez pas faire les choix convenables pour les élections ; il faudrait vous réunir en trop grand nombre, et il y aurait de la confusion, du trouble.»

«Puissants du jour ! vous qui tenez ce langage dicté par votre intérêt, nous travaillons seize heures par jour et six jours et demi sur sept, et nous mourons de faim ; nous sommes dans le plus affreux dénuement ; notre misère s'accroît sans cesse, notre position n'est plus tenable. Nous voulons chercher le remède à nos maux. Nous savons qu'en restant perpétuellement dans les ateliers où vous nous tenez emprisonnés, vous êtes plus à l'aise pour faire tout ce qui ne profite qu'à vous ; mais nous voulons aussi respirer le grand air, voir le grand jour, ouvrir les yeux à la lumière. La politique ne nous regarde pas, dites-vous ? Quoi ! ces lois, ces conditions, ces charges plus ou moins lourdes, plus ou moins onéreuses que vous nous imposez, ne nous regardent pas ! Quoi ! ce qui dispose arbitrairement de nos intérêts les plus chers, de notre sûreté, de notre liberté, de notre personne, de notre vie, ne nous regarde pas. Si nous avons le droit de vivre, et celui-là vous nous le laisserez, car nous sommes la source inépuisable de vos richesses, de vos jouissances, nous avons aussi celui de pourvoir à notre existence ; ce droit nous autorise à savoir comment se font nos affaires, et si nous en avons le droit, c'est un devoir pour nous.»

Paule SACONNET



«Travaillez, nous dit-on, restez dans vos ateliers». Cette gravure évoque le laminage d'un rail aux forges de Fourchambault (dans la Nièvre).

une réflexion sur une nouvelle société qui serait d'égalité et de justice.

Mais le mieux, le plus probant n'est-il pas de donner la parole à ces militants ouvriers ?

Voici un extrait d'une «lettre aux travailleurs», écrite en 1840 par l'ouvrier Tisserand rouennais, Charles Noiret.

«La concurrence entretient la lutte entre les capitalistes, et ruine les

le spectacle, l'estaminet, les filles publiques ; c'est encore nous qui leur fournissons les moyens de séduire nos femmes et nos filles ; et tous ces sacrifices de notre part ne font que nous rabaisser à leurs yeux et accroître leur insolence.»

«Travaillez, nous dit-on, restez dans vos ateliers, la politique ne vous regarde pas, vous n'avez pas le temps de vous en occu-

Programme télé  
MERCREDI 15 DÉCEMBRE

## TF 1

18 h 05 - A la bonne heure  
18 h 35 - Les patapluches  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle les bêtes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une «minut.» pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - TF 1 Actualités  
20 h 30 - «François le Champi», dramatique d'après le roman de G. Sand  
22 h 00 - Émission médicale  
23 h 00 - TF 1 Actualités

## A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants  
19 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible  
20 h 00 - Journal de l'A2  
20 h 30 - Kojak, série américaine  
21 h 30 - C'est-à-dire, émission préparée et présentée par J.M. Cavada. Le grand témoin : R. Barre  
23 h 00 - Journal de l'A 2  
23 h 10 - Pour adultes

## FR 3

18 h 10 - Amphi-CNAM : Peter Foldes  
18 h 45 - Pour les jeunes  
19 h 05 - Magazines régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR3 Actualités  
20 h 00 - Jeux de 20 heures  
20 h 30 - Cinéma 16 : «Voici la fin, mon bel ami», une production de FR 3 Lyon  
21 h 50 - FR 3 Actualités

ESPAGNE :

reportage de Frédéric FERRER

BOULEVERSEMENTS ET RÉFORME

La réforme de Juan Carlos

«SI TU VOTES AUJOURD'HUI...»

Depuis la mort de Franco, l'Espagne change à un rythme accéléré.

Aujourd'hui ce qui occupe le devant de la scène politique, c'est le référendum du 15 décembre, la réforme Suarez, ses objectifs. Mais ce n'est qu'un jalon et un aspect des changements en cours.

Bien d'autres questions se posent. Il y a d'abord à mesurer jusqu'où les successeurs de Franco ont été amenés à transformer dans les faits le fascisme en démocratie bourgeoise. Quelle est l'ampleur et quelles sont les limites de cette nouvelle liberté de presse qui s'étale aux devantures des librairies espagnoles ?

Quelles en sont les retombées sur le mouvement ouvrier ? Quelle est l'influence réelle de syndicats comme l'UGT, relancée par le Parti Socialiste ? Où en sont les commissions ouvrières et les «syndicats unitaires» ? Il y a ensuite et surtout à appréhender dans quelle mesure la

classe ouvrière se situe face à cette évolution démocratique et à ces partis bourgeois d'opposition, le Parti révisionniste de Carrillo surtout, mais aussi le PSOE (Parti Socialiste). Quelle est la signification de luttes récentes comme celle des postiers, de la construction de Biscaye.

Nous avons interrogé, de Barcelone à Madrid, de nombreux travailleurs, des révolutionnaires, des militants syndicalistes, des membres d'«asociaciones de vecinos» (associations de quartiers), des ouvriers de la SEAT et du Baix Llobregat, en grève depuis plus d'un mois, malgré l'isolement imposé par les révisionnistes. Nous avons discuté aussi avec des journalistes et des hommes politiques de divers bords.

C'est à travers leurs réponses que notre reportage, qui commence aujourd'hui, essaiera de tracer la physionomie politique d'une Espagne où viennent au jour toutes les contradictions accumulées par quarante ans de franquisme.

LA LOI  
DE RÉFORME POLITIQUE :

Une auberge  
espagnole

Aujourd'hui a lieu le référendum sur la loi de réforme politique mise au point par le gouvernement de Juan Carlos et approuvée par les Cortès issues de quarante ans de franquisme. Cette loi est-elle un pas de plus vers l'instauration d'une démocratie bourgeoise musclée ou est-elle une nouvelle adaptation du franquisme, décidée sous la pression des mouvements populaires ? En fait, le projet de loi recèle suffisamment d'ambiguïtés pour qu'on puisse le définir comme un couloir, une voie de passage entre l'ancien et le nouveau projet des classes possédantes au pouvoir en Espagne. Il débouchera probablement sur une démocratie bourgeoise «forte», très restrictive du point de vue de l'exercice effectif, par les masses, des libertés démocratiques, tout en sauvegardant toutes les apparences formelles, dans la mesure où c'est le seul moyen pour ces classes de conserver le pouvoir de la façon la plus «économique possible».

liberté effective de vote, possibilités de propagande pour tous les partis d'opposition sans exception, libertés d'association, de réunion, amnistie totale, etc...) reste entière. Le parti unique, le syndicat officiel, vertical, la police mise en place par le franquisme, tout cela demeure.

DES GARDE-FOUS  
PARTOUT

D'autre part, le scrutin proportionnel devra être corrigé : il faudra avoir un pourcentage minimum de voix pour pouvoir être député. Ce pourcentage n'est pas encore fixé, mais il risque, s'il est fixé entre 5 et 10 % d'éliminer les partis révolutionnaires, les représentants des nationalités et peut-être le parti révisionniste, qui pourrait être alors légalisé sans problème par le gouvernement. Enfin, la province constituera la circonscription électorale de base, et chaque province devra avoir un nombre minimum de députés. Ainsi, le nombre de députés d'une province quasi-déserte comme l'Estremadoure sera, relativement à la population, plus important que celui de la province de Valence (plus d'un million d'habitants pour Valence). Ces correctifs sont destinés à «pondérer» le système proportionnel.

On voit donc que les limitations juridiques sont déjà assez importantes.

En second lieu, le Sénat jouera à son tour un rôle de «régulateur» et de «pondérateur». Si les sénateurs sont élus aussi au suffrage universel, un cinquième (au maximum), des deux cent quatre au total pourra être désigné directement par le roi (soit une quarantaine). Auparavant, Franco en désignait cinquante aux Cortès. Le Sénat a les mêmes attributions législatives que la Chambre des députés. Les textes de lois viennent en seconde lecture.

A noter que Ceuta et Melilla, bases de l'armée pour l'essentiel, et ceux qui vivent de sa présence, auront deux députés et sénateurs chacune. C'est le système de scrutin majoritaire, et non proportionnel, qui sera appliqué pour l'élection des sénateurs. Cela favorisera les partis qui ont déjà pignon sur rue. Mais c'est le rôle du roi qui est la clef de voûte de ce projet. Nous l'examinerons demain.

Hélène VARJAC  
(à suivre)

«Informe-toi bien et vote», le référendum de Juan Carlos s'étale sur l'Espagne.

Dans le métro, dans les rues, sur le bord des routes qui éventrent les cités ouvrières ce sont partout de grands placards publicitaires décorés de la cocarde monarchiste.

«Ta voix, c'est ton vote, pour que nul ne parle à ta place»

«Pour que cesse la violence»

«Pour que se taise la démagogie».

Dans les pages intérieures des revues, des journaux, on retrouve les mêmes slogans envahissants. Comme ce projet de loi présenté en forme de bulletin prêt à déposer dans l'urne et qui occupe une pleine page du «Diario de Barcelona» sous le titre : «Informez-vous de ce que vous allez voter» !

Sur les Ramblas de Barcelone, les affiches collées sur la vitrine des cabines téléphoniques sont même rédigées en catalan, reprenant les premiers mots de «la Santa Espina», chant national catalan : «Nous sommes et nous serons si nous voulons». Dans le métro, les passants s'arrêtent volontiers mais pour lire les commentaires et corrections peints par-dessus, par les militants opposés au référendum.

A la porte des établissements publics, chacun peut vérifier s'il est bien inscrit sur les listes électorales en consultant des cahiers épinglés sur les murs.

COMME AVANT ?

Depuis quarante ans, c'est la première fois que l'on peut voter en Espagne au suffrage universel —hommes et femmes de plus de vingt et un ans— Mais ce n'est pas la première fois qu'on vote. En 1947, c'était pour plébisciter la dictature de Franco, en 1966, c'était pour approuver la démocratie organique. Chaque fois une formidable farce



Dans les rues de Barcelone : «Parle peuple, pour que se taise la démagogie».

électorale où «les chefs de famille» et eux seuls étaient envoyés aux urnes pour approuver de force les projets du régime. Pour toucher leur journée de salaire, les travailleurs devaient présenter la preuve qu'ils avaient bien voté, de même les retraités pour toucher leur pension.

Ces jours-là, comme pour donner plus de ferveur à «l'approbation» populaire, l'Espagne s'était réveillée avec plus de votants que d'électeurs inscrits... Cette fois-ci pourtant, il s'agit d'autre chose, le régime prétend obtenir plus qu'une approbation formelle et il prétend donner une crédibilité «démocratique» à cette consultation.

Il y aura des bulletins NON sur les tables et aussi des bulletins blancs. Mais il n'a pas pour autant abandonné certaines traditions franquistes en la matière : les bureaux de vote seront composés de délégués nommés par les gouverneurs civils. Et par exemple, sur les quelques trois cents bureaux de Barcelone, soixante-quinze présidents seront des membres de «Fuerza Nueva», groupement ultra-franquiste et les autres seront des membres de la phalange ou des multiples «associations politiques» nées de la réforme du franquisme. Dans le

reste de l'Espagne, tout est à l'avenant.

Surtout, alors que le gouvernement mène une campagne gigantesque à la fois contre l'abstention et pour le «OUI», toute campagne pour l'abstention reste «légalement» interdite, en fait confinée dans des limites étroites.

L'ABSTENTIONNISME  
SOUS HAUTE  
SURVEILLANCE

«Cuadernos para el diálogo» hebdomadaire de tendance socialiste avait décidé de donner un encart à tous les partis politiques pour développer leur campagne. Le gouvernement l'autorise à condition que n'apparaissent pas les noms du PCE et des partis qui sont à sa gauche... L'«Hebdomadaire» paraîtra avec une bande noire en guise de signature pour chaque parti.

A Barcelone, «l'association catalane de la femme» organise un grand meeting pour la liberté et l'égalité de la femme, les cinq mille participants crient : «Boicot referendum» Mais le lendemain, une conférence de l'association organisée avec l'appui légal des «amis de l'ONU» est interdite.

La fédération des associations de voisins de Madrid a demandé l'autorisation de faire un

meeting à propos du référendum. Comme elle n'est pas légalisée, le gouverneur civil lui fait savoir qu'elle ne pourra le faire que sous le couvert de personnalités. La fédération dépose une nouvelle demande, mais les autorités trouvent que la salle demandée est bien grande : elles n'ont toujours pas donné de réponse.

Manifestation pour le boycott en Euskadi : la police charge et tire avec des balles en caoutchouc.

Sur tout le territoire, les manifestations pour l'amnistie restent interdites et réprimées.

En fait, le gouvernement est décidé à céder le moins possible : le socialiste Tierno Galvan a bien pu, en tant qu'individue, expliquer à la télévision, en termes très modérés les raisons de son abstention. Il servait de caution, venant après un flot de propagande des diverses «associations» franquistes. Mais le gouvernement doit transiger quelque peu pour que son opération conserve quelque crédibilité. C'est ainsi qu'après avoir arrêté des militants révolutionnaires qui faisaient de la propagande abstentionniste dans la rue, il a dû tolérer un moment ce type de manifestation sous la surveillance étroite de sa police. Tel avocat, partisan du OUI avouera un peu gêné que pour être «légitime» cette campagne du régime n'en a pas moins été «trop voyante et maladroite».

Mais surtout sur sa propagande, le gouvernement tente de rassembler promettant plus que ce qu'il ne donne : il appelle les Espagnols à «mettre en marche» la démocratie plutôt qu'à l'instaurer et pour cela, il a plus besoin de donner le spectacle du changement que sa justification.

Un des slogans gouvernementaux qui résume le mieux cette tactique, c'est : «Si votas hoy mañana decidirás...» (Si tu votes aujourd'hui, tu décideras demain).

DES ÉLÉMENTS  
DE RUPTURE

Il est indéniable que le projet de loi instaure un cadre formel, juridique, propre à faire fonctionner ultérieurement la démocratie bourgeoise, mais il ne peut encore être défini comme un cadre démocratique bourgeois ? Il reconnaît formellement : «la démocratie dans l'État espagnol est fondée sur la suprématie de la loi qui est l'expression de la volonté souveraine du peuple». Il institue l'élection au suffrage universel direct et à bulletin secret de la Chambre des députés ou Congrès. Les députés, au nombre de trois cent cinquante, seront élus, à la proportionnelle, pour quatre ans, par tous les Espagnols majeurs. L'élaboration et l'approbation des lois est de la compétence de la Chambre des députés, et pour les réformes constitutionnelles, la majorité absolue est requise.

L'élection de cette chambre constitue donc une rupture par rapport au système franquiste où l'élection des députés au suffrage universel n'existait pas. Mais elle est en même temps le point extrême de l'«ouverture démocratique» pratiquée par le gouvernement.

La loi de réforme politique n'abolit aucune des lois fondamentales du fascisme espagnol, elle vient se juxtaposer aux lois existantes : la question des conditions, des garanties démocratiques données pour des élections